

MUTATIONS STRATÉGIQUES

Rapport d'étude stratégique sur le développement ultérieur de la politique suisse de sécurité

de Monsieur le conseiller national Christoph Blocher, avril 1998

Publié en allemand, français, italien et anglais. Version originale en langue allemande.

Table des matières

I.	Situation de départ	1
II.	Critique	2
III.	Résumé des conclusions pour la politique suisse de sécurité	4
IV.	La chance manquée	7
V.	L'évolution de la situation	10
VI.	Paix et sécurité	17
VII.	Formes de guerre du futur – la dernière guerre ne se répète pas	19
VIII.	Les armes de destruction de masses comme armes des nations démunies	23
IX.	L'intervention humanitaire – une contradiction en soi	24
X.	Conclusions pour la Suisse	26
XI.	Que faut-il faire maintenant?	31
XII.	Choix de littérature	32

I. Situation de départ

Le Conseil fédéral a institué, en été 1996, une **Commission d'étude pour les questions stratégiques, sous la présidence de l'ancien ambassadeur Edouard Brunner ("Commission Brunner")**. Elle avait pour mission d'exposer l'évolution de la situation sur le plan de la politique de sécurité des 20 à 25 années à venir, sans toutefois entrer dans les détails et la réorganisation de l'armée et de la protection civile. "La commission est chargée d'élaborer des lignes directrices de nature politique. La conversion de celles-ci respectivement en missions et en structures militaires incombera au DMF."

La Commission a présenté, en date du 26 février 1998, son rapport final sous le titre "Rapport de la Commission d'étude pour les questions stratégiques".

Je rejette le rapport final de la Commission Brunner: **Si les propositions du rapport Brunner étaient mises en pratique, nous n'obtiendrions pas de politique de sécurité meilleure. Au contraire: la défense de notre liberté, de notre indépendance et de notre sécurité serait substantiellement affaiblie.** Le rapport n'est ni utile, ni approprié à une stratégie future.

II. Critique

Il est incontesté qu'au fil des époques la politique de sécurité doit constamment s'adapter à de nouveaux besoins, c'est-à-dire qu'elle doit s'orienter en premier lieu sur des **menaces possibles et changeantes**. Ainsi, il y a lieu de saluer les efforts actuels en vue de réformer l'armée. Cependant, la condition pour des réformes adéquates est que la **situation future** soit analysée et étudiée à fond et sans partialité. Malheureusement, le rapport de la Commission Brunner n'offre pas de base utile pour répondre à la question de savoir quelle est la politique de sécurité dont la Suisse a besoin à l'avenir. Les motifs principaux de ma critique sont les suivants:

1. Au lieu d'analyser et d'apprécier l'évolution des années à venir, **le rapport procède de la situation du moment et en effectue une projection linéaire vers l'avenir**. Il n'a ni pris connaissance de la littérature stratégique la plus récente, ni tenu compte de celle-ci. C'est pourquoi **le rapport prêche le progrès d'hier**. Il omet de voir que le bouleversement stratégique de 1989/90 n'a pas permis le nouveau départ escompté, mais seulement mené à un intermède de quelques années avec beaucoup d'idéalisme et d'espoirs de paix, une prolifération d'institutions internationales et une multitude de conférences, de chartes et d'actions diplomatiques collectives. Les grandes espérances et les promesses hâbleuses ne se sont pas réalisées. Malheureusement, le rapport Brunner est resté bloqué dans l'état de l'euphorie qui régnait y a quelque dix ans. **Il s'agit donc de mettre en évidence les nouveaux développements qui se sont fait jour depuis cette époque, ce que le présent rapport fait de manière circonstanciée.**

2. Le rapport Brunner omet de réaliser que **le monde** - comme cela apparaît clairement aujourd'hui - **rechute dans un état que l'on croyait surmonté, à savoir celui de la diplomatie de canonniers, des luttes pour le pouvoir, des alliances et des interventions militaires**. Le personnel est, certes, resté le même, la rhétorique n'a pas changé, mais la réalité montre un autre visage. La Commission Brunner n'a voulu ni en entendre, ni la voir; c'est pourquoi elle n'a pas été en mesure d'en tenir compte.

3. Vu que le rapport de la Commission demeure figé dans les idées désuètes du début des années quatre-vingt-dix, il est empreint par **de l'activisme international, de l'idéalisme, du moralisme, du rapiécage, une ingérence dans les affaires de tiers, une obéissance précipitée à l'égard de grandes et moyennes puissances ainsi que par une contrainte à se joindre à des alliances internationales**. Ceci n'amène à notre pays aucune sécurité supplémentaire, mais le contraire: **de grands dangers pour notre liberté, notre indépendance et notre démocratie directe**.

4. A maintes reprises, l'on semble également **méconnaître l'atrocité et l'horreur de la guerre**, si bien que l'on commence à jouer avec elle avec légèreté.

5. **Le rapport se distance du principe de la neutralité permanente**, une maxime importante de la politique de sécurité de la Suisse. Aucun motif n'est avancé en faveur de cet abandon. A moins qu'à l'avenir l'on ne croie plus à une possible agression provenant de l'extérieur. L'on méconnaît que par ce biais nous serions **aisément mêlés à des différends internationaux**, ce qui pour notre petit Etat entraîne de grands risques sur le plan de la politique de sécurité. D'un autre côté, **les nouvelles chances de la neutralité permanente armée dans un nouveau contexte de forces ne sont précisément ni discutées, ni reconnues**.

6. Au lieu de regarder de l'avant et de montrer une voie pour la sécurité future de la Suisse, l'on extrait du fourre-tout **l'idée dépassée** - et rejetée par le peuple - **de troupes suisses armées à l'étranger**. Cette exigence d'un "Corps suisse de Solidarité" armé ne peut être réalisée que par une modification de la constitution et de la législation; il s'agit par ailleurs d'une institution encore plus douteuse que celle - déjà rejetée par le peuple - des "Casques bleus"; elle doit être **refusée avec détermination pour des motifs de politique de sécurité et de neutralité**.

7. **Le rapport Brunner est utilisé à mauvais escient pour atteindre des objectifs politiques qui n'ont rien à voir avec la politique de sécurité.** Ainsi, l'on pratique, avec des prétextes cousus de fil blanc se fondant sur une politique de sécurité, du "marketing" pour l'exigence d'une adhésion à l'Union Européenne (UE), le "Partenariat pour la paix" (PfP), la coopération avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et la troupe suisse armée en faveur de la paix à l'étranger. Le motif est clair: Ce que l'on essayait jusqu'alors vainement de "vendre" au peuple suisse sous le titre d'une nécessité économique et de politique d'Etat, on tente de le faire maintenant dans le domaine de la politique de sécurité.

8. Avec ses exigences principales, le rapport Brunner veut atteindre les objectifs suivants, ou s'en accommoder:

Rattachement progressif à l'Organisation des Nations Unies (ONU), à l'UE, à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et à l'OTAN;

- Elimination progressive de la substance de la neutralité armée, sans décision populaire, et suppression complète de celle-ci à long terme;
- Abandon de l'indépendance;
- Remise en discussion de l'ancienne idéologie des "Casques bleus", de l'engagement armé de troupes suisses à l'étranger

Depuis la parution du rapport Brunner, j'ai souvent été appelé à formuler mes réflexions divergentes sur la politique de sécurité de l'avenir, comme je l'ai déjà fait - en vain - dans le cadre de la Commission. Pour ce qui est de l'appréciation de la situation stratégique de l'avenir, je m'appuie sur la **littérature la plus récente**, dont une sélection se trouve en annexe au présent rapport. Que celle-ci soit avant tout d'origine anglo-saxonne tient au fait que ce sont aujourd'hui en premier lieu les Etats-Unis - en tant que puissance mondiale dirigeante sur le plan militaire - qui sont contraints de préparer des concepts pour l'avenir lointain et qui disposent des meilleures aptitudes et connaissances dans les questions de nature stratégique. La Grande-Bretagne suit en seconde place.

III. Résumé des conclusions pour la politique suisse de sécurité

1. Même si l'histoire ne se répète pas, le monde se trouvait déjà il y a un siècle au seuil de la paix et du bien-être, sous l'impulsion de technologies nouvelles, d'un commerce dépassant les frontières nationales et sous le contrôle bienveillant d'une grande puissance éprise de liberté. **Et pourtant, il a rechuté dans le siècle le plus sanglant de tous les temps.**

2. L'euphorie qui s'est manifestée dans le monde après 1989 proclamait la paix "éternelle" et la pérennité des droits de l'homme dans *un seul* monde, que l'on pourrait réaliser avec une portion de "peace making". De tels messages de salut ont été rejoints par la réalité: **la sécurité et la puissance sont une paire de notions qu'il n'est pas permis d'ignorer, ni aujourd'hui, ni pour demain.** L'Etat national s'est avéré résistant, également en Europe. Le transfert du monopole du pouvoir à des organisations internationales, telles que l'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), n'a pas réussi et n'aboutira pas. L'on peut regretter ces faits, mais les nier équivaldrait à méconnaître la réalité.

3. Les **causes des conflits de demain** auront à faire avec **des intérêts nationaux, l'expansion nationale, avec la puissance, l'argent, le commerce, le terrorisme, le pétrole, l'eau, l'histoire, avec la volonté de liberté et d'autodétermination de minorités, avec des idéologies religieuses et politiques, avec les aspirations au pouvoir de politiciens et les passions des peuples.** Dans un monde globalisé, la Suisse fait bien de veiller à ce qu'elle ne devienne pas le jouet d'autres nations.

4. A l'avenir, la Suisse devra faire face à des **agresseurs d'une autre nature** qu'aux seules armées modernes, suréquipées et dévouées au droit international (guerre asymétrique). Elle doit se protéger contre les **guerres civiles étrangères** qui sont amenées dans notre pays et que les migrations favorisent. Elle doit être consciente du danger que **le monopole du pouvoir de l'Etat peut s'écrouler.** **La Suisse est, à l'heure actuelle, mal préparée à faire face à ces périls.**

5. Les **formes principales de la menace future** par le biais de l'usage de la violence, auxquelles la Suisse est relativement mal préparée, peuvent être décrites comme suit:

- le danger de **guerres civiles** débordant sur le territoire de notre pays;
- la **criminalité internationale**;
- les formes les plus récentes de la guerre technologique et électronique (**guerre de l'information**);
- les **armes biologiques, chimiques et nucléaires** (armes de destruction de masse) qui ne sont plus seulement celles des puissants, mais aussi celles des démunis.

Il y a lieu de mettre l'armée et la protection civile en mesure de faire face à ces nouveaux périls. Ce qui est exigé, ce sont des transformations, non des réductions.

6. Qu'est-ce que cela signifie-t-il pour l'armée? **L'armée a besoin d'un élan innovateur.**

Pour la **guerre de l'information**, guerre défensive et de riposte, la Suisse a besoin d'une **petite troupe professionnelle** qui peut être renforcée de spécialistes issus de la milice. Un équipement des plus modernes est nécessaire. Le développement rapide dans ce domaine suppose des contacts étroits avec l'économie et les hautes écoles.

Pour les nombreux cas d'**usage de violence "primitive"** - le combat au sol - il faut à l'avenir une troupe instruite à cet effet et disposant d'effectifs substantiels, laquelle sera équipée d'armes modernes, également non létales, et maîtrisera le combat dans les villes et les localités. Elle représente le développement ultérieur d'une infanterie territoriale, d'une milice que l'on n'appelle que si l'on en a besoin et qui compte également des militaires de carrière garantissant dans l'instruction une qualité optimale. Les effectifs doivent être suffisamment élevés pour que la troupe puisse intervenir en cas d'éclatement simultané d'accrochages de groupes ethniques ennemis dans plusieurs villes et localités et, en même temps, surveiller la frontière pour empêcher l'arrivée organisée de renforts.

Seule la milice peut remplir cette tâche: dans un cas réel, elle aura éventuellement besoin d'effectifs très importants avec de nombreux soldats et de bonnes connaissances des conditions locales dans le cas d'espèce. En temps de paix et dans le cas normal, les effectifs ne sont pas nécessaires, les soldats de milice ne sont pas en service.

7. Qu'est-ce que cela signifie-t-il pour la **protection civile**?

De nouvelles tâches sont dévolues à la protection civile et à l'armée dans le cadre de **l'aide à fournir à la population** lorsque des armes de destruction de masse d'un type nouveau sont engagées dans notre pays ou que les conséquences de catastrophes de grande envergure du genre de celle de Tchernobyl doivent être maîtrisées. La protection civile compte de nombreux atouts, mais elle doit être axée sur ces nouveaux dangers. La formation et l'équipement sont trop fortement imprégnés de l'image traditionnelle de la Seconde Guerre mondiale. La règle qui s'applique à l'armée vaut également pour la protection civile: transformation et non réduction, telle est la devise.

8. **Il y a lieu de sauvegarder strictement le principe de la neutralité armée permanente.** Au vu des menaces futures, elle acquiert une **importance nouvelle et spécifique**. La neutralité est le moyen diplomatique pour tenir le petit Etat à l'écart des remous et des pressions exercés par les puissances étrangères. Elle accroît la sécurité et permet en même temps d'avoir un accès crédible aux souffrants et aux survivants dans des régions touchées par la guerre et les catastrophes.

9. Même dans les guerres futures que l'on peut concevoir à l'ère de la paix américaine ("**pax americana**"), il s'agit pour le petit Etat que nous sommes de **nous tenir à distance** par le biais d'une politique de sécurité avisée et indépendante. Une réserve est indiquée avant tout dans le cas d'une guerre menée dans les remous d'autres Etats.

10. **L'OTAN se trouve intégralement sous le "patronage" américain.** Même si les tâches de la nouvelle organisation sont encore peu claires, leur thème n'est plus **la défense commune de l'Europe, mais la "défense d'intérêts communs" sous l'égide des Etats-Unis.** Pour le petit Etat suisse, cela ne saurait être une offre séduisante que d'être un "appendice" de la "puissance de paix" que représente l'OTAN, laquelle pourrait à l'avenir être appelée à intervenir du Caucase jusqu'en Afrique, de Corée jusqu'en Mer de Chine méridionale. Même par détours, une adhésion de la Suisse à l'OTAN est à rejeter.

11. Le "**Partenariat pour la paix**" de l'OTAN est clairement destiné à **donner aux non-membres de l'OTAN la capacité et la volonté d'y être subordonnés.** Celui qui ne veut pas adhérer à l'OTAN n'a rien à y chercher. **Un rattachement par le biais d'une adhésion directe ou d'un engagement accru dans le cadre du Pfp équivaldrait à une restriction de la liberté d'action dans les cas de développements incertains,** ce qui est irresponsable et à rejeter.

12. **Dans l'UE, il n'existe aucune politique étrangère et de sécurité commune.** Elle devrait faire défaut encore longtemps. Sur le plan de la politique de défense, l'Europe reste un protectorat, elle demeure dépendante de la protection et des intérêts américains. **L'idée selon laquelle la Suisse et sa neutralité armée trouveraient dans cette Europe une protection et un abri sûrs contre des dangers** qu'elle ne peut pas combattre elle-même à la racine ou écarter seulement à grande peine **est une illusion.**

13. **De faux sentiments de sécurité naissent lorsque l'on se surestime, ignore les périls et manque d'expérience.** La politique suisse de sécurité court actuellement le risque de tomber dans ce piège. **Tant les périls se présentant à l'avenir que les dangers de la guerre et des constellations de pouvoir sont sous-estimés.** Le soldat suisse partant pour une guerre civile étrangère, armé de son pistolet pour sa défense, est une caricature romantique et l'expression d'une ignorance flagrante des réalités. Les bérets jaunes, les soldats de solidarité et les inventions analogues sont des réactions erronées aux sentiments de sécurité actuels.

14. **Les interventions humanitaires** - c'est-à-dire les engagements armés à buts humanitaires - ne peuvent pas mener au succès. La participation à un conflit étranger ne peut être qu'**une intervention** (et donc un parti pris politique) **ou alors une activité humanitaire impartiale.** Une distinction nette entre politique et aide humanitaire est nécessaire, possible et présente des avantages. **Pour la Suisse, cela signifie concentration sur le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) et sur**

un corps d'assistance ou d'aide en cas de catastrophe non armé. Engagés judicieusement, ces deux éléments représentent pour la Suisse neutre un atout particulier. **Des soldats de solidarité armés sont à rejeter.**

15. Il serait hasardeux de vouloir adhérer précisément maintenant à l'Accord de Schengen et d'ouvrir les frontières. Celles-ci **doivent être mieux (et non moins) surveillées afin de prévenir le tourisme criminel.**

16. **Des troupes armées à l'étranger** - que ce soit sous la dénomination de troupes de solidarité ou sous une autre étiquette - **sont à refuser.** L'armée doit se concentrer sur ses véritables tâches. Le tourisme militaire est à empêcher.

17. Il y a lieu de défendre plus que la paix seulement, plus qu'un simple défendre **la liberté, l'indépendance et la démocratie directe. La stratégie suisse est marquée par l'indépendance, l'ouverture au monde, la volonté d'affirmer son existence, l'autolimitation sur la scène internationale, le courage et le goût du risque. Les moyens principaux à cet égard sont la neutralité permanente comme maxime de la politique étrangère, la diplomatie, l'armée, la protection civile et la protection de l'Etat** en tant qu'instruments destinés à contrer la violence et à protéger la population.

18. **La devise pour une nouvelle politique de sécurité doit être: Oui au changement, oui à une protection réaliste contre les dangers des temps modernes, oui à l'innovation et à l'avenir. Non à une politique de sécurité naïve, non à une politique étrangère hâbleuse et pastichée, non à la folie des grandeurs.**

IV. La chance manquée

"Il n'y a jamais eu autant de fins"

La fin prochaine du second millénaire oppresse beaucoup de gens à tel point qu'ils voient une **fin** à tout ce qui croise leur regard: la fin de l'Etat national, de la souveraineté étatique, de la guerre, de la neutralité armée, de l'indépendance, de la démocratie directe, de l'autonomie, de la défense nationale, des doctrines de combat militaires, des anciennes images de l'adversaire, du soldat comme combattant, du monopole du pouvoir de l'Etat, du citoyen-soldat dans la milice, de la société industrielle occidentale, du travail, de l'économie nationale, de l'économie asiatique, la fin des temps modernes. "Il n'y a jamais eu autant de fins." ¹ Les politiciens tiennent à disposition des recettes pour un changement imminent, ² et **les pacifistes d'antan réchauffent le concept un peu défraîchi de la paix perpétuelle.** ³

Activités stériles

Les tourbillons soulevés par l'éclatement de l'empire soviétique se sont apaisés. Ce qui vient au jour déçoit les espoirs téméraires de 1989/90. **La guerre a opéré son retour, également en Europe.** Des navires de guerre croisent à l'horizon, des hommes s'entretuent au moyen de missiles et d'armes des plus primitives, telles que des machettes. Une aide bien intentionnée n'a que peu d'utilité, les interventions militaires ne peuvent résoudre les problèmes politiques, les chartes et les conventions au langage fleuri ne sont que maculature, **l'internationale proliférante des fonctionnaires et des conseils siège et voyage sans répit, personne n'assume la responsabilité pour les anomalies et les incohérences.**

"Ce fut toujours comme ça"

Y a-t-il vraiment tant de nouveautés? L'"Economist" ⁴ de Londres a fait un tour d'horizon et décrit un matin d'été de l'an passé:

"Dans les rues de Londres, la foule se serre pour assister à une procession royale. La reine, toute de noir vêtue, pleure un décès qui n'aurait pas dû être. En Russie, le gouvernement lutte pour des réformes économiques. Un système économique inefficace et quasi barbare a provoqué un recul du pays. Le Canada et l'Amérique se disputent pour des questions de pêche et de coupe de bois." Dans un article, l'"Economist" met en outre en garde contre des chiffres équivoques concernant le commerce chinois à Hong-Kong. Des manchettes de 1997? Non, toutes des histoires de **1897!** ⁵

On peut encore approfondir. **Il existe aujourd'hui, comme il y a cent ans, une seule superpuissance.** A l'époque, ce fut la Grande-Bretagne, aujourd'hui ce sont les Etats-Unis. Les deux pays semblent inattaquables à leurs contemporains, ils ont des bases militaires tout autour du globe. Une concurrente, l'Allemagne, a talonné à long terme les Britanniques. Les Américains jettent aujourd'hui un regard gêné sur la Chine. **Autrefois comme maintenant, les peuples ont dû s'habituer à des frontières nationales nouvellement tracées.** L'Allemagne unifiée n'avait que quelques années, la formation de nouveaux Etats dans les Balkans (Roumanie, Bulgarie) a suivi

¹ Robert Kurz a placé cette brève phrase déjà en 1991 au début de son oeuvre "Der Kollaps der Modernisierung. Vom Kasernensozialismus zur Krise der Weltökonomie", Francfort-sur-le-Main 1991.

² Une contribution nouvelle et originale à la littérature du millénaire est fournie par Barry Buzan & Gerald Segal: "Anticipating the Future Twenty Millennia of Human Progress", Londres 1998. Discutée par Alvin et Heidi Toffler dans FOREIGN AFFAIRS, mars/avr. 1998, p. 134 ss.

³ Ulrich Menzel: "Globalisierung versus Fragmentierung", Francfort-sur-le-Main 1998, p. 12: "monde unique", alliance de paix des Nations Unies, proscription définitive de la guerre comme moyen de la politique internationale et investissement du dividende de paix ainsi obtenu pour la mise en oeuvre finale du bien-être des nations.

⁴ Edition du 20 déc. 1997, p. 71 ss.

⁵ La Reine Victoria célébrait son jubilé de diamant et pleurait le décès de son époux, le Prince Albert.

l'éclatement de l'empire ottoman, comme à l'heure actuelle après l'échec de l'empire tsariste-communiste en Europe de l'Est, en Asie centrale et à nouveau dans les Balkans. Les aïeux n'étaient pas moins sidérés par toutes les réalisations techniques, telles que l'automobile, la radiophonie, la cinématographie et le téléphone, que nous par notre téléphone mobile, "Internet" et le "marsmobile". **Les économies nationales qui, à l'époque, se trouvaient aux premiers rangs mondiaux sont les mêmes qu'aujourd'hui** (avec une exception: le Brésil a pris la place de l'Espagne).

La fin du 19e siècle a ressemblé à celle du 20e: la chute des coûts de transport et l'arrivée d'investissements étrangers ont fait prospérer le commerce mondial, les flux migratoires ont modifié les populations, les marchés de capitaux étaient bien intégrés. Si une Commission Brunner avait existé à l'époque, elle aurait sans doute aussi écrit textuellement: "Mais aujourd'hui et dans un avenir prévisible, ne servant plus de prétextes à des affrontements directs entre grandes puissances, des abcès locaux ou régionaux, aussi graves soient-ils, ne peuvent plus dégénérer en guerre mondiale."

L'on affirme que l'interdépendance économique, les constitutions républicaines (démocratiques) et l'effet dissuasif des armes rendraient les guerres absurdes et donc impossibles. Ce sont là les arguments en faveur d'une paix durable qui sont avancés en permanence depuis 200 ans. **Mais il n'y a qu'une chose qui se produit plus fréquemment que l'annonce de la fin d'une guerre: la guerre elle-même.**⁶

Je ne veux pas tirer de fausses conclusions: **l'histoire ne se répète pas.** Mais il faut aussi l'apprendre et placer ce principe en prémisse à de nouvelles visions pour la politique de défense et de sécurité de la Suisse: **le monde se trouvait déjà il y a un siècle au seuil de la paix et du bien-être, sous l'impulsion de technologies nouvelles, d'un commerce dépassant les frontières nationales et sous le contrôle bienveillant d'une grande puissance éprise de liberté. Et pourtant, il a rechuté dans le siècle le plus sanglant de tous les temps.** Ce que nous percevons comme un développement fulgurant est peut-être moins neuf que nous ne le pensons. **"N'espère pas que l'ennemi ne viendra pas, mais bâtis sur ta préparation"**, c'est ce qu'écrivait il y a 2500 ans Sun Dse,⁷ un sage chinois, qui est lu aujourd'hui encore dans le monde entier.

Prévoir l'avenir au lieu de décrire le présent

La préparation à la guerre doit s'orienter sur des **conflits possibles à l'avenir.** La prochaine guerre est toujours différente de la précédente, de celle qui a lieu actuellement et de celle que l'on s'imagine aujourd'hui. **Les utopies et la réflexion linéaire sur une seule évolution souhaitée**⁸ **sont aussi peu permises que l'affirmation selon laquelle l'on est d'emblée sans défense vis-à-vis de dangers futurs.**⁹ Le rapport Brunner exprime constamment des utopies et des réflexions linéaires d'une part et un aveu d'impuissance d'autre part. Il y a lieu **de procéder à l'appréciation des possibilités, d'imaginer des scénarios** (qui se renouvellent quotidiennement) **et de préparer des instruments susceptibles de s'adapter au cours réel de l'histoire.**

Le rapport Brunner manque la chance de réfléchir impartialement sur l'avenir aussi ouvertement que celui-ci se présente. Il idéalise l'évolution actuelle dans une mesure inadmissible. Il sous-estime le développement intervenu au milieu des années quatre-vingt-dix vers de nouvelles formes de luttes pour le pouvoir tendant à l'hégémonie et à l'équilibre.¹⁰

⁶ Donald Kagan: "On the Origins of War and the Preservation of Peace", New York 1995.

⁷ Egalement appelé Sun Zi ou Sun Tse: "L'art de la guerre", nombreuses éditions disponibles.

⁸ La Commission Brunner n'exclut pas des phases difficiles dans l'évolution des relations entre nos voisins, mais tient pour plus réaliste de prendre en considération le processus en cours qui doit mener à une intégration de plus en plus étroite des peuples de l'Europe, et fait entièrement dépendre le destin de la Suisse de cette présomption.

⁹ Le défaitisme est un phénomène répandu à toute époque, et pas seulement en Suisse. L'"effluence" de cette mentalité, typique pour notre époque, se trouve dans le rapport Brunner.

¹⁰ Klaus Hildebrand (éd.): "Gleichgewicht und Hegemonie. Betrachtungen über ein Grundproblem der neueren Staatengeschichte"; réédition Zurich 1997.

La réforme de l'armée est incontestable, mais il faut des perspectives claires

L'armée a *d'abord* besoin, comme toutes les forces militaires voisines, d'un élan innovateur. L'armée actuelle nécessite *ensuite* des perspectives claires pour ne pas sombrer dans les longues discussions sur les réformes.

L'armée de milice suisse est le reflet exact de la société, peut-être encore plus que d'autres armées. **Par conséquent, les fonctionnaires exposant des thèses brillantes, mais distants du peuple et de l'armée, qui entretiennent davantage de contacts avec des organisations internationales qu'avec les citoyens et les soldats, ne doivent pas être encouragés, mais ramenés sur le terrain de la réalité.**

Enfin, l'armée a besoin de la pleine attention et des capacités de la direction départementale et militaire pour imposer l'achèvement du projet de réforme "Armée 95". **Celui qui commence de nouvelles réformes avant de mener à terme celles qui sont en cours risque d'échouer dans les deux entreprises.**

Contre l'idéalisme débordant

A l'instar d'autres rapports récents sur le même sujet, le rapport Brunner est resté attaché sur de nombreux points à un vocabulaire et à des schémas de pensée manifestant un idéalisme débordant, comme il se fait jour à l'issue de toute guerre: après 1918 (Société des Nations), après 1945 (ONU) et après 1989/90 (le concept paix, droits de l'homme, monde *unique*, "peace making"). Mais le vent a déjà tourné: il suffit d'ouvrir les fenêtres et de regarder à l'extérieur. La nouvelle réalité s'offre à nos yeux, dans les tractations au sein du Conseil de sécurité de l'ONU concernant l'Iraq, dans le comportement des "organisations de sécurité" européennes au Kosovo, dans les luttes pour des champs pétrolifères et des oléoducs dans la région caspienne, en Afghanistan, en Afrique au nord et au sud du Sahara, dans les crises bancaires, monétaires et financières en Asie, dans le processus de paix en Israël, dans les activités en Suisse des services secrets d'un Etat "entretenant des liens étroits d'amitié", dans les menaces américaines de boycott à l'encontre de banques suisses et dans celles exprimées par des conseillers aux Etats et la presse suisse, dans les crises que traversent les forces armées de nos voisins proches ou lointains. Le réalisme ressuscité fournit des explications plus plausibles sur les événements actuels et sur les développements possibles que l'idéalisme qui a encore cours dans les milieux universitaires et ceux des fonctionnaires diplomatiques.¹¹ L'on peut regretter le revirement et chercher des expédients, mais on ne peut pas le nier. **Soudain, tout le monde reparle de géopolitique** - sa condamnation durant de nombreuses années par les sciences sociales est désormais qualifiée de provinciale¹² - **la sécurité et la puissance sont une paire de notions qu'il n'est pas permis d'ignorer.**

L'Etat national s'est avéré résistant, également en Europe.¹³ **Le transfert du monopole du pouvoir à des organisations internationales, telles que l'ONU et l'OSCE, n'a pas réussi**¹⁴ **et n'aboutira pas. Il n'existe pas de politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, ni aujourd'hui,**¹⁵ **ni dans les décennies à venir. La nouvelle OTAN n'a en commun avec l'ancienne organisation que le nom et quelques traditions.**

¹¹ Benjamin Frankel: "Roots of Realism", Londres 1996.

¹² "Rückkehr der Geopolitik", une référence lacunaire à plusieurs publications qui ont traité ce sujet, dans la WELTWOCHTE du 5 mars 1998. Gabriel Wackermann: "Géopolitique de l'espace mondial. Dynamique et enjeux", Paris 1997. Sur la querelle entourant la géopolitique comme pseudo-science et les empêtrements des nationaux-socialistes allemands entourant Haushofer e.a., cf. John Laughland: "The Tainted Source", p. 107 ss.

¹³ Bernard Cassen: "La nation contre le nationalisme", LE MONDE DIPLOMATIQUE, mars 1998, p. 9.

¹⁴ Stefan Oeter: "Humanitäre Intervention und Gewaltverbot: Wie handlungsfähig ist die Staatengemeinschaft?", chapitre III: "Der Topos vom Gewaltmonopol der Vereinten Nationen", dans: "Einmischung erwünscht? Menschenrechte in einer Welt der Bürgerkriege", édité par Hauke Bankhorst, Francfort-sur-le-Main 1998.

¹⁵ Le politologue munichois Ernst-Otto Czempiel ne se laisse pas de signaler ces développements. Il ne les souhaite pas, mais ne s'en écarte pas non plus. En dernier lieu: "In der Realismusfalle", MERKUR no. 586, janv. 1998, p. 15 ss.

V. L'évolution de la situation

Quels développements se profilent-ils à l'horizon?

Globalisation

Que signifie la globalisation pour la sécurité d'un pays et de ses habitants? Dans quelle étendue celle-ci met-elle en péril la liberté, l'indépendance et la démocratie? Dans quelle mesure le risque d'une agression provenant de l'extérieur s'accroît-il par la globalisation?

Ce que nous désignons par "globalisation" se développe avant tout dans des domaines externes à la politique. L'aptitude de la politique à conférer à l'existence humaine un ordre rationnel et obligatoire est limitée.¹⁶

Les guerres n'ont plus lieu uniquement au lieu où s'exerce la violence, mais également avec la participation de tous grâce à la présence des mass media. L'on construit une importance globale pour les conflits, **les querelles locales sont artificiellement pourvues d'une signification globale.**

¹⁷ La dynamique conflictuelle est redevenue le critère dominant des actions dans le domaine de la politique étrangère. Même les efforts d'intégration en Europe occidentale ne cachent, derrière un flot de belles formules toutes faites sur les aspects communs, rien d'autre que les aspirations anciennes et nouvelles à l'établissement d'un équilibre.¹⁸

Une observation attentive et impartiale de la scène internationale montre que les conflits de demain auront à voir avec les causes suivantes: **intérêts nationaux, expansion nationale, puissance, argent, commerce, terrorisme, pétrole, eau, histoire, volonté de liberté et d'autodétermination de minorités, idéologies religieuses et politiques, aspirations au pouvoir de politiciens et passions des peuples.**¹⁹

Qu'est-ce que cela signifie-t-il pour la Suisse? Même un monde globalisé ne sera pas un monde d'emblée pacifique pour nous, Suisses. Les distances se réduisent, les causes de conflits gagnent en importance. **La politique de sécurité doit veiller préventivement à ce qu'elle ne devienne pas le jouet des autres.**

Ordre mondial futur

Nous nous trouvons sur la longue et pénible marche vers un ordre mondial multipolaire. Aucune puissance n'est en mesure de mener le monde à elle seule. Je présume que les Etats-Unis vont être dominants sur le plan militaire, économique, culturel, politique et technologique même au début du siècle prochain.

Sur le plan militaire: depuis un millénaire, il n'y a jamais eu un tel écart entre le numéro 1 et le numéro 2.

Sur le plan culturel: le Chef du Département de l'instruction publique du Canton de Zurich juge nécessaire d'établir déjà dans les premières classes de l'école primaire un rattachement au monde américain, sans parler de la culture de masse américaine qui marque le cinéma et la musique.

¹⁶ Wolfgang Wagner: "Weltgeschehen und internationale Politik", et Werner Weidenfeld: "Ernstfall Europa", les deux dans: "Wegmarken eines halben Jahrhunderts", un recueil du périodique INTERNATIONALE POLITIK, Bonn 1996, pp. XX et 250.

¹⁷ Ulrich Beck: "Was ist Globalisierung?", Francfort-sur-le-Main 1997, pp. 156/157.

¹⁸ Werner Weidenfeld: "Die Zukunftsagenda der internationalen Politik", dans: "Wegmarken eines halben Jahrhunderts", Bonn 1996, p. XXIII ss.

¹⁹ William Pfaff, dans: Lettre 37/1997.

Sur le plan politique: le "management" d'un conflit est voué à l'échec sans le concours des Etats-Unis. Le Proche-Orient, les Balkans, l'Afrique et la Corée en sont la démonstration.

Sur le plan technologique: les bouleversements stratégiques à venir trouvent leur origine également dans l'avance croissante des Etats-Unis dans le domaine de la technologie de pointe.

En ce qui concerne le sentiment de sa propre valeur: Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller présidentiel, va jusqu'à parler des Européens comme étant des vassaux tenus de s'acquitter d'un tribut.²⁰ Il sait cependant qu'un monde unipolaire ne saurait perdurer. Dans le récent conflit avec l'Iraq, il s'est manifesté à quel point d'autres pays peuvent satisfaire les souhaits américains, à commencer par de petits états crapuleux - que le langage diplomatique traduit nouvellement par l'euphémisme **STIPS** ("States Threatening International Peace and Security") - en passant par les puissances moyennes, telles que la France et la Russie, pour aboutir au géant en devenir que représente la Chine. Cependant, en Europe, nous apprenons dans le cadre de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est quel poids minime les alliés ont, en cas de litiges, face à la prédominance du "grand frère". "Nous ne demandons pas, nous orientons", a déclaré récemment le ministre américain des affaires étrangères.

Guerres futures à l'ère de la "pax americana"

Les puissances hégémoniales veillent à l'ordre. Il y a eu des ères de paix et des régions de paix, que nous appelons aujourd'hui "pax romana", "pax mongolica", "pax britannica", "pax sovietica" (et qui sont souvent ressenties dans l'histoire des peuples pacifiés comme des phases d'oppression). La "pax americana" du début du siècle prochain devrait présenter une image analogue. Que ce soit devant Taiwan, dans le Golfe Persique, sur les Balkans ou en Afrique: si les Etats-Unis le veulent, ils rétablissent le calme. Pour les temps à venir, il est possible de reconnaître un modèle pour les guerres futures à l'ère de la "pax americana".

Des guerres peuvent se produire:

- lorsque des intérêts américains sont en jeu, parce que des intérêts matériels, de puissance protectrice ou de politique intérieure exigent, selon l'opinion des Etats-Unis, qu'une guerre soit menée;
- lorsque les Etats-Unis ne s'intéressent pas pour une guerre, par exemple, pour une guerre civile comme en Algérie;
- lorsque les Etats-Unis, en tant que puissance mondiale, veulent mener, seuls ou suivis par d'autres (vassaux), une guerre d'intervention (appelée "opération de paix avec des troupes de paix"); il s'agit, en règle générale, de "perturbateurs" internationaux ("Etats crapuleux", "STIPS") ou d'Etats en désagrégation ou faibles dont les conflits internes deviennent un danger pour des pays tiers;
- lorsque des guerres sont fomentées pour déloger les Etats-Unis de leur position de prédominance régionale, puis globale;
- lorsque la volonté ou l'aptitude à jouer un rôle de puissance mondiale se relâchent de manière sensible;
- lorsque l'ordre unipolaire s'est transformé en un équilibre multipolaire fragile. Nous, Européens, avons fait de mauvaises expériences avec cette balance instable. C'est la raison pour laquelle d'autres voies sont recherchées de manière si désespérée. Les idéalistes confondent à cet égard leurs vœux avec la réalité.

Quelles en sont les conclusions pour la Suisse?

Il ne sert à rien de remplacer le mot "guerre" par celui de "paix" (troupes de paix, "peace enforcement", etc.). Cette substitution de termes est destinée à minimiser ou à masquer la réalité. Dans un monde du genre décrit ci-dessus, il s'agit, **pour le petit Etat suisse, de se tenir à l'écart à**

²⁰ Zbigniew Brzezinski: "Die einzige Weltmacht. Amerikas Strategie der Vorherrschaft", Weinheim et Berlin 1997, pp. 22 et 41.

l'aide d'une politique de sécurité avisée et de ses propres moyens. **C'est avant tout en cas de guerre menée dans les remous d'autres Etats qu'une prise de distance est indiquée.**

Un monde multipolaire?

Quatre conditions doivent être remplies pour prétendre au statut de puissance mondiale légitimée à prendre part à la détermination d'un équilibre global:

1. **L'économie** doit être suffisamment forte pour entretenir des forces armées susceptibles d'intervenir rapidement partout dans le monde. Des armes nucléaires de portée intercontinentale en font partie. Cette puissance mondiale doit être en mesure de survivre à la première frappe d'une autre puissance afin de pouvoir riposter.²¹

2. Un pays peut devenir une puissance mondiale lorsqu'il a un **gouvernement** apte et disposé à mener une politique étrangère énergique. Il doit être capable de prendre des décisions et disposer de la liberté d'action et de moyens²¹.

3. **Le peuple doit soutenir une telle politique de puissance mondiale.** Les motifs peuvent être multiples: idéologiques, nationalistes, historiques et mystiques, raciaux, économiques²¹.

4. **Des intérêts vitaux doivent être en jeu.** La puissance mondiale doit réellement dépendre des événements au loin. L'économie, l'énergie, les migrations, la pression exercée par sa propre population, la liberté des voies maritimes peuvent entraîner des actions directes²¹.

Si le statut de puissance mondiale se mesure d'après ces quatre exigences, il est évident qu'un nouvel équilibre des puissances mondiales ne saurait s'établir dans un proche avenir. Des continents entiers n'entrent pas en considération comme candidats (Afrique, Amérique latine). L'Inde éprouvera de la peine à rejoindre ce "club".

A part les Etats-Unis, seuls la Chine, le Japon, la Russie et l'Europe devraient entrer en ligne de compte pour ce scénario d'avenir dans 20 à 30 ans. Ce serait alors ce **pentagone du pouvoir** qui a été esquissé par quelques réalistes peu après 1991, à savoir **ce monde multipolaire dont maints politiciens parlent à l'extérieur des Etats-Unis.**

Mais même ce scénario comporte un grand nombre d'**incertitudes.** **Les armes de destruction de masse chimiques et biologiques peuvent créer des situations entièrement nouvelles dans le domaine de la puissance,** la guerre peut prendre un visage entièrement différent à la suite de développements techniques, des bouleversements économiques avec des suites stratégiques ne sont pas à exclure. La volonté des gouvernements et des peuples est changeante. L'"Economist" du 3 janvier 1998 qui décrit de telles réflexions du point de vue britannique donne à une alliance atlantique fermée entre les Etats-Unis et l'Europe les meilleures chances de l'emporter dans ces luttes futures pour le pouvoir - dans la mesure où celle-ci peut être effectivement scellée. Dans le monde réel, des doutes sont permis à ce propos.

Etats-Unis et Europe: l'Atlantique s'élargit

Avec la fin de la menace soviétique, la coopération atlantique a perdu sa destination. Les nouveaux problèmes stratégiques montrent depuis 1991 des différences croissantes entre l'Europe et les Etats-Unis. L'Atlantique s'élargit. Les rapports avec la Russie - qui représente désormais un danger à cause de sa faiblesse - l'appui accordé à l'Ukraine (elle reçoit aujourd'hui plus d'argent des Etats-Unis que la Russie), les relations avec la Chine, l'Iran, l'Iraq, la Libye, Cuba, les intérêts tout à fait divergents relatifs à la balance du pouvoir dans le Sud-Est asiatique et avant tout les controverses sur l'importance stratégique de la Turquie, l'intérêt porté aux stocks pétroliers en Asie centrale le démontrent: **les Etats-Unis et l'Europe sont profondément divisés dans des questions**

²¹ Cf. THE ECONOMIST du 3 janv. 1998, p. 25.

stratégiques absolument essentielles. Les Etats-Unis pensent plus globalement, l'Europe plus régionalement.²²

Quo vadis OTAN?

Si, jusqu'en 1989, l'OTAN était une alliance occidentale pour la défense de l'Europe de l'Ouest contre le Pacte de Varsovie, elle a perdu cette fonction après l'écroulement de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie. Et malgré tout l'OTAN subsiste, à tout le moins son affaiblissement.

Les Suisses se rendant à Bruxelles, impressionnés par ces activités des fonctionnaires de l'OTAN, ne réalisent pas **à quel point le rôle futur de l'OTAN est équivoque.** Pour les membres européens, il s'agit de maintenir les Etats-Unis sur le continent. Ils avancent l'argument de la protection contre de possibles turbulences à l'Est et passent sous silence qu'ils entendent une protection contre une hégémonie inopportune de l'Allemagne en Europe, bien que chacun en soit conscient. **Les Etats-Unis, en revanche, ont d'autres objectifs et les affirment: la nouvelle OTAN ne défend plus le territoire de l'Europe occidentale, mais doit sauvegarder des intérêts dans le monde entier. L'OTAN est leur instrument de conduite militaire, aujourd'hui sur le continent eurasiatique, demain sur toute la planète. Ils visent des tâches ayant trait à l'ordre mondial politique.**²³

Madeleine Albright propose de confier à l'OTAN l'observation du régime de non-prolifération au 21^e siècle.²⁴ Le général Klaus Naumann, le président du Comité militaire de l'OTAN chargé de l'élaboration de la nouvelle stratégie, pense qu'il s'agit maintenant de la question de savoir de quelle manière une organisation régionale peut prendre en main des risques globaux.²⁵ **Il n'est pas question de défense commune de l'Europe, mais de la "défense d'intérêts communs".** Les membres européens de l'OTAN, en premier lieu la France, s'opposent au rôle de shérif suppléant du gendarme mondial américain. **Etre l'appendice de la PUISSANCE DE PAIX OTAN - qui pourrait être appelée à l'avenir à intervenir du Caucase jusqu'en Afrique, de Corée jusqu'en Mer de Chine méridionale - devrait être une offre peu attrayante pour le petit Etat que nous sommes.**²⁶

La nouvelle stratégie de l'OTAN actuellement en cours d'élaboration à Bruxelles - qui devrait entrer en vigueur à partir de la fin du siècle - a mené à de véhémentes discussions. L'engagement en Bosnie, ressenti initialement comme un succès, a sauvé au dernier moment l'OTAN de son agonie. Il semblait qu'elle avait ressuscité, mais son orientation stratégique n'est pas résolue et devient de plus en plus difficile avec son élargissement. "Tout comme en 1991 il était prématuré de proclamer la fin prochaine de l'OTAN, les exultations sur la réussite de sa transformation devraient être trop hâtives (...). Des différences fondamentales entre les Etats-Unis et l'Europe sur les objectifs de l'OTAN au 21^e siècle dans le monde postbipolaire subsistent; le débat à ce sujet vient en fait seulement de commencer."²⁷

Le "Partenariat pour la paix" de l'OTAN (PfP)

Malheureusement, une politique étrangère et de sécurité naïve mène la Suisse, par le biais du "Partenariat pour la paix - Partnership for Peace", au coeur de cette vive discussion. **Le PfP est clairement destiné à donner aux non-membres de l'OTAN la capacité et la volonté d'y être subordonnés.** Il donne un moyen adéquat à celui qui désire rejoindre l'OTAN. **Celui qui ne veut pas y adhérer n'a rien à y chercher.** "Devenir interopérable", tel est le mot de couverture donné à la formation d'élites pour la collaboration, avant tout dans le corps des officiers, pour la pénétration de la doctrine et du matériel américains auprès d'autres armées. **Du point de vue des Etats-Unis, une tactique avisée et réussie,** mais qui devrait faire retentir l'alarme auprès des citoyennes et des

²² Günther Gillissen: les Allemands et les Britanniques déplorent le caractère "ad hoc" et minable dans: "Die Irak-Krise und Transatlantische Beziehungen" (FRANKFURTER ALLGEMEINE du 31 janv. 1998).

²³ Karl Feldmeyer: Tous placent leurs espoirs dans l'OTAN. L'Albanie ne peut pas assurer seule sa frontière avec le Kosovo (FRANKFURTER ALLGEMEINE du 1^{er} avr. 1998).

²⁴ INTERNATIONALE POLITIK, fév. 1998, p. 15.

²⁵ DER SPIEGEL 8/1998.

²⁶ Karl-Heinz Kamp: "Eine 'globale' Rolle für die NATO?" (FRANKFURTER ALLGEMEINE du 2 avr. 1998).

²⁷ Stephan Bierling: "Amerika führt - Europa folgt? Eine Beziehung sucht ihren Zweck", dans: INTERNATIONALE POLITIK, fév. 1998, p. 9 ss.

citoyens suisses. Nous devons rester indépendants et ne voulons pas nous laisser conduire. L'article 2 de la constitution fédérale et l'article 266 du code pénal continuent à être applicables. Le message lancé par le Département militaire selon lequel l'on ne saurait rester à l'écart d'une organisation portant dans sa dénomination le mot "paix" ("for Peace") est ridicule.

Développements possibles de l'OTAN

Au cas où la mise à l'épreuve en Bosnie (au Kosovo, en Macédoine, en Albanie?) se termine avec succès, la nouvelle OTAN peut devenir une alliance forte qui, dominée par les Américains, transfère aux membres européens, à sa décharge, davantage de responsabilités dans la mesure où ceux-ci deviennent capables de l'assumer sur le plan politique, financier et militaire.

Cependant, l'OTAN peut également se décomposer, lentement et sans bruit, ou rapidement et avec force litiges. L'élargissement de l'OTAN amène des membres qui changeront le ton politique et la qualité militaire. Cela peut durer des générations entières jusqu'à ce que les cultures militaires des forces armées soient amalgamées. Un indice à cet égard est l'échec du bataillon balte lors de son "examen d'entrée" dans la Force de stabilisation ("SFOR").²⁸

La nouvelle OTAN peut toutefois aussi devenir un géant sans force si les budgets militaires, la formation et les effectifs continuent à fondre. Les priorités de la politique intérieure peuvent se modifier, avant tout aux Etats-Unis. L'évolution démographique du peuple américain, avec ses parts croissantes d'habitants d'origine hispanique et asiatique, n'a pas encore été perçue du tout: elle mènera à une diminution de la bienveillance à l'égard de l'alliance américano-européenne.²⁹

Mais la nouvelle OTAN peut également se paralyser elle-même par son propre dédale de conseils - et de nombreux indices font apparaître un développement dans ce sens comme probable - et estomper les responsabilités. Un échantillon en est la session des ministres de l'OTAN du 12 décembre 1997 à Bruxelles. Son ordre du jour avait la teneur suivante: "*Euro-Dinner*" pour les membres européens la veille au soir, cette fois-ci avec le renfort des Etats-Unis et du Canada; discussion informelle sur la Bosnie et le différend concernant la structure de l'OTAN; mardi matin: "*Defense Planning Committee DPC*", défense conventionnelle et "*Nuclear Planning Group NPG*", problèmes nucléaires; après-midi: conseil des *ministres de la défense*, y inclus le ministre français, questions de politique de défense, sans planification militaire; soir: *membres supplémentaires*: les ministres des candidats à l'adhésion (Pologne, République tchèque, Hongrie); mercredi: *conseil OTAN-Russie* (dont la préparation sollicite dans l'intervalle les états-majors bien plus que les sessions de l'OTAN proprement dites), tâches de la nouvelle OTAN de l'après-Guerre froide, *conseil de partenariat euro-atlantique* pour tous les membres du PfP, y compris la Suisse. Aucune décision ne fut prise au cours de ces deux journées. Des formules diplomatiques toutes faites dissimulèrent les différends sur la collaboration entre la Grèce et la Turquie, la dispute hispano-britannique, la question de l'occupation du commandement sud, la poursuite de l'opération en Bosnie.³⁰ Abstraction faite de ces conseils de l'OTAN, il y a lieu de ne pas oublier les innombrables commissions internes, les conseils de l'UE et de l'UEO avec leurs différentes catégories de membres, le groupe de contact pour la Bosnie, lequel se comporte en directoire européen, les conseils de l'OSCE, le triangle de Weimar Pologne-France-Allemagne, la "*special relationship*" entre Messieurs Kohl, Ieltsine et Chirac, ainsi que la conférence sur l'Europe, nouvellement créée en mars 1998 et débattant également de questions relatives à la politique de sécurité, etc. **Il n'est pas nécessaire d'être un militaire de carrière pour deviner que la conduite de forces armées, dans un cas réel, ne saurait fonctionner de cette manière-là.**

Il n'est un secret pour personne que la coopération militaire franco-allemande n'a en réalité plus que peu à voir avec la rhétorique.³¹ L'engagement de l'OTAN en Bosnie met à contribution les budgets militaires également en Allemagne et en France. Les activités du PfP, avant tout les exercices communs, exigent leur tribut. Les projets d'armement établis sont ajournés. Les structures militaires

²⁸ "Ist das baltische Friedensbataillon einsatzbereit?", NEUE ZUERCHER ZEITUNG du 9 janv. 1998, p. 5.

²⁹ Philip H. Gordon (éd.): "NATO's Transformation. The Changing Shape of the Atlantic Alliance", New York 1997.

³⁰ Teneur intégrale du communiqué final dans le périodique trimestriel officiel *NATO Review*, no. 1, printemps 1998, p. D 1 ss. C'est aussi là que se trouve le plan annuel 1998-2000 du conseil de partenariat euro-atlantique.

³¹ Lothar Rühl: "Wenig Kooperation zwischen Bonn und Paris, reduzierte Perspektiven der militärischen Zusammenarbeit", NEUE ZUERCHER ZEITUNG du 6 fév. 1998.

contradictoires de la France et de l'Allemagne mettent en question l'aptitude au fonctionnement de l'Eurocorps. Quatre généraux français de haut rang ont quitté le service prématurément pour cette raison. **En France, le crédit accordé à l'"européisation" de l'OTAN a diminué.**³²

Tout cela signifie pour la Suisse ce qui suit: Celui qui considère de telles possibilités de développement et les incertitudes, voit clairement que **le petit Etat suisse doit suivre attentivement l'évolution de l'OTAN, sans toutefois s'unir à l'alliance avec de naïfs espoirs pour l'avenir, ni par une adhésion directe, ni par le biais d'un engagement accru dans le PfP. Il serait irresponsable de restreindre sa propre liberté d'action à un tel moment.**

"L'Europe n'existe pas"³³

En rapport avec la politique de sécurité, **l'UE doit être prise en considération exclusivement dans l'optique de la sécurité**, c'est-à-dire de la stratégie de défense, de la politique de défense commune.

L'UE se trouve face à des conflits de partage, de direction, de pouvoir.³⁴ Financement, politique agricole, concentration des fonds structurels, réforme des institutions: les constructions technocratiques ne manquent pas, mais ce sont tant une légitimation démocratique que des mécanismes décisionnels transparents qui font défaut. **De plus, il manque - et c'est ce qui nous intéresse avant tout ici - une politique étrangère et de sécurité commune.** L'UE n'est apte à gouverner et à agir que dans une mesure restreinte.³⁵ Les questions stratégiques de fond restent sans réponses, les limites de la volonté d'intégration sont apparues au grand jour à Amsterdam.³⁶ Le système de sécurité européen - que l'on désigne volontiers par le terme "architecture" - n'est apte à rien. **Sur le plan de la politique de défense, l'Europe reste un protectorat, elle demeure dépendante de la protection et des intérêts américains.** Ni la globalisation, ni l'union monétaire ne rassemblent l'Europe.

Cette Europe perd visiblement sa cohésion. Les anciens modèles d'intégration prennent l'apparence de pièces de musée.³⁷ Qui se souvient encore des cercles concentriques, de la géométrie variable, de l'intégration échelonnée, de l'état fédéral, de la confédération d'Etats? Comme l'idée directrice fait défaut, l'UE se perd dans les antinomies de la politique quotidienne. La revendication de plus en plus manifestée de proclamer l'objectif de la "PUISSANCE MONDIALE EUROPÉENNE" comme nouvelle idée directrice laisse pressentir un sombre avenir. Là aussi, les concepts idéalistes du début des années quatre-vingt-dix ont sombré, la pensée traditionnelle en termes d'alliances militaires se fait jour et l'OTAN, par ce biais, regagne en importance. A cet égard, le PfP n'est pas l'expression du collectivisme, mais de l'ancienne réflexion en termes de coalitions militaires. La voie indiquée ci-dessus mène du romantisme des années du changement au réalisme de demain. L'on s'appuie sur un partenaire "fort", mais les Etats nationaux restent responsables. Comme nous avons pu l'observer au cours des dernières années, le système international n'est pas en mesure de résoudre ou de limiter des conflits.³⁸

"L'Europe veut trop et trop vite", "Europe Overload": tel est le diagnostic. **L'idée selon laquelle la Suisse et sa neutralité armée trouveraient dans cette Europe une protection et un abri sûrs contre des dangers qu'elle ne peut pas combattre elle-même à la racine ou écarter seulement à grande peine est une illusion.**

³² "Poudrières de la planète", Manière de voir 37, janvier-février 1998, un recueil d'articles du MONDE DIPLOMATIQUE, spécialement: Michael Klare: "Quand Washington repense sa stratégie militaire", p. 10 ss.

³³ Ce qui était conçu comme persiflage de la Suisse par des Suisses lors de la dernière exposition universelle à Sevilla peut être lu désormais dans les mêmes termes sur l'UE. Ignacio Ramonet: "Leçons d'une guerre", LE MONDE DIPLOMATIQUE, mars 1998.

³⁴ Josef Manning & Claus Gierig: "Mythos der Erweiterungsfähigkeit. Die EU vor ihrer ersten Osterweiterung", INTERNATIONALE POLITIK, nov. 1997, p. 31.

³⁵ Eberhard Rhein: "Europäische Union à 25, wie regierbar ist sie?", INTERNATIONALE POLITIK, nov. 1997, p. 25.

³⁶ Michael Stürmer, NEUE ZUERCHER ZEITUNG du 4 janv. 1998, sur la désorientation stratégique de l'UE.

³⁷ Werner Weidenfeld dans la FRANKFURTER ALLGEMEINE du 3 nov. 1977.

³⁸ Shlomo Avineri: "Konfliktlösung in der Demokratie, von altem Versagen und neuen Chancen", dans: "Demokratie am Wendepunkt. Die demokratische Frage als Projekt des 21. Jahrhunderts", éd. par Werner Weidenfeld, Berlin 1996.

Et la Russie?

Que ce soit en bien ou en mal, la Russie va marquer de son empreinte l'avenir de l'Europe.

Doit-elle devenir le partenaire junior des Etats-Unis, faisant par là abstraction de l'histoire et des mentalités? Doit-elle se tenir à l'écart, c'est-à-dire devenir un propre pôle de puissance doté d'une force d'attraction pour tous ceux qui ont des problèmes avec l'Ouest, comme par exemple aujourd'hui l'Iran, l'Iraq, la Libye, la Serbie? Ceci n'a pas de sens, ne serait-ce pour des raisons d'ordre économique. Je suis d'avis qu'il reste nécessaire que les rapports avec l'Ouest soient approfondis et qu'elle fasse face à la Chine et à l'Asie de manière indépendante. La Russie a été une réserve stratégique de l'économie allemande et une rivale des Etats-Unis. Cette situation devrait subsister et la Russie ne disparaîtra pas. Son potentiel économique et intellectuel, son armement atomique et son siège permanent au sein du conseil de sécurité de l'ONU peuvent la sauver au cours des décennies difficiles de la structuration, dans la mesure où elle ne se désagrège pas. Et lorsqu'elle se sera rétablie, son armée, ses forces aériennes et sa marine vont à nouveau lui assurer une participation audible dans le concert des puissances.

L'idée selon laquelle l'Europe ne sera formée un jour que de l'UE ne fait pas le tour de la question. Dans l'Europe des décennies à venir se trouveront une multitude d'Etats et pas uniquement des membres de l'UE et de l'OTAN. **La Suisse neutre apporte ici sa contribution à la stabilité, non pas à la remorque d'autres pays**, mais en demeurant elle-même stable et en suivant sa voie, souverainement, avec droiture et de manière prévisible.

VI. Paix et sécurité

Non seulement le rapport Brunner, mais également toute la discussion sur la politique de sécurité permettent de constater que **les notions de paix et de sécurité ont fait l'objet d'un usage excessif** (qui est même très copieux dans le rapport). Même là où sévit la guerre, l'on préfère parler de chantiers de la paix. En lieu et place de menaces, l'on parle de zones de sécurité, etc. Destinées à une étude stratégique, il est nécessaire de tirer au clair ces notions.

Paix

La paix est plus que l'absence de guerre. L'on peut contenir une guerre, mais l'on ne peut pas obtenir par la force une paix durable et présentant des avantages. La paix n'est pas une fin en soi; elle n'est pas un objectif, mais un but intermédiaire vers d'autres fins. C'est également la raison de l'échec d'un grand nombre d'interventions bien intentionnées. Ce qui compte, c'est ce qui vient après. Cette paix positive doit être distinguée de celle purement négative.³⁹ Les solutions politiques doivent prendre racine parmi les peuples, les déploiements de troupes avec des buts limités et des planifications dans le temps à court terme ne mènent guère à une paix durable. Derrière le prétexte de vouloir instaurer la paix se cachent souvent des buts tout à fait différents: **en fin de compte, chaque guerre est menée pour la paix suivante, même une guerre d'agression.** L'idée de prédilection des politologues académiques selon laquelle il existe une loi naturelle stipulant que la paix éternelle fait suite à la démocratie fait sans doute partie des nouveaux mythes des polémologues.⁴⁰ **Il existe un cas particulier de paix réussie: celui de la Suisse.** Si nous considérons aujourd'hui la région pacifique du monde fortuné de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Suisse apparaît comme le pays qui, dans toute l'Europe, aura connu la plus longue ère de paix.⁴¹

L'ouverture au monde, l'armement comme expression de la volonté d'affirmer son existence, le courage de l'autolimitation sur la scène internationale: la Suisse a une recette pour la paix que d'autres lui envient.

Sécurité

En dépit de tous les propos pessimistes, nous nous sentons militairement aussi sûrs que jamais. Aucun adversaire n'est en vue. Cependant, les sentiments de sûreté ont aussi leurs aspects perfides, en politique pas moins que dans la vie de tous les jours.⁴² Ils incitent à l'arrogance et à un désir accru de prendre davantage de risques. La sécurité n'est pas un état final, c'est pourquoi il n'y a non plus de zones de sécurité au sens du rapport Brunner. La sécurité est une ligne directrice qui doit accompagner nos actes. La recherche de la sûreté peut avoir un effet paralysant. **Partant, une bonne politique de sécurité trouve un équilibre entre sécurité et risque; le risque sans lequel il n'y a aucune vie et aucun progrès; la sécurité dont nous avons besoin comme protection contre des surprises désagréables.**

De faux sentiments de sécurité naissent lorsque l'on se surestime, ignore les périls et manque d'expérience. La politique suisse de sécurité court le risque de tomber dans ce piège. Nous surestimons notre faculté d'amener la paix au monde, à la suite de l'ONU et de l'OTAN ou même de l'OSCE. Nous méconnaissions les dangers possibles de l'avenir. Nous n'avons pas de propres

³⁹ Sélection de littérature récente: Volker Matthies (éd.): "Der gelungene Frieden. Beispiele und Bedingungen erfolgreicher Konfliktbewältigung", Bonn 1997. Dieter Senghaas (éd.): "Frieden machen", Francfort-sur-le-Main 1997. Matthias Lutz-Bachmann (éd.): "Frieden durch Recht", Francfort-sur-le-Main 1996.

⁴⁰ Michael E. Brown & al. (éd.): "Debating the Democratic Peace", Londres 1996, expose toute l'étendue de la discussion. Reinhard Merkel & Roland Wittmann (éd.): "Zum ewigen Frieden. Grundlagen, Aktualität und Aussichten einer Idee von Immanuel Kant", Francfort-sur-le-Main 1996. Il y manque les voix critiques et surtout les nombreux textes rédigés hors de l'Allemagne.

⁴¹ Karl W. Deutsch: "Die Schweiz als friedenspolitisches Lehrstück; Integration als Friedensgemeinschaft", dans: Volker Matthies (éd.): "Der gelungene Frieden", Bonn 1997, p. 65 ss.

⁴² Felix von Cube: "Gefährliche Sicherheit. Die Verhaltensbiologie des Risikos", Stuttgart 1995.

expériences de guerre et donc trop peu de respect devant le combat militaire. **Le soldat suisse partant pour une guerre civile étrangère, armé de son pistolet pour sa défense, est une caricature romantique et l'expression d'une ignorance flagrante des réalités.** Nous avons besoin de plus de respect devant la monstruosité de la violence militaire et de ses conséquences pour tous, soldats, citoyennes et citoyens. L'aménagement d'une protection contre la violence étrangère dans ce pays représente une tâche centrale du gouvernement. **Les bérets jaunes, les soldats de solidarité et les inventions analogues sont des réactions erronées aux sentiments de sécurité actuels.**

VII. Formes de guerres du futur - la dernière guerre ne se répète pas

A quoi doit ressembler une politique de sécurité **future**? A quels dangers une armée du **futur** doit-elle pouvoir faire face? Il s'agit de l'appréciation de l'**avenir**. Poursuivre de manière linéaire ce qui a eu cours à ce jour, comme le fait le rapport Brunner, est périlleux. **Il est certain que la dernière guerre ne se répète pas. Les conflits armés actuels laissent cependant pressentir quelle pourra être l'image des guerres de demain.**

La guerre asymétrique

Dans le Golfe Persique se font face des adversaires armés jusqu'aux dents et d'une espèce nouvelle, dans le cadre d'une **guerre asymétrique**: la puissance mondiale nucléaire, apparemment écrasante et dotée de haute technologie - laquelle dispose de la supériorité militaire aérienne, navale et terrestre selon les concepts actuels et a en réserve, pour l'engagement, de nombreuses armes du futur très modernes, qui n'ont pas encore été soumises à des essais - se trouve confrontée au petit dictateur d'un pays affaibli avec une armée décimée, qui cache peut-être des armes de destruction de masse qu'il est en mesure de faire amener en contrebande dans n'importe quel pays, dans n'importe quelle ville à l'aide de commandos terroristes afin de provoquer un dommage incommensurable. Catapulte contre glaive, David face à Goliath: ce modèle n'est pas nouveau, mais particulièrement inquiétant dans sa forme moderne.

Qu'est-ce que cela signifie-t-il pour la Suisse? Elle doit apprendre à faire face également à d'autres agresseurs criminels qu'aux seules armées modernes, suréquipées et dévouées au droit international.

La guerre civile

La possibilité d'une **guerre typique de sécession** se fait jour au Kosovo. Au besoin par la force des armes, une minorité veut se séparer de la majorité détestée et devenir elle-même une majorité sur un territoire plus petit. Des hostilités historiques éclatent, lesquelles ne sont que difficilement compréhensibles aux tiers. Le problème théoriquement irrésolu du droit à l'autodétermination rencontre la crainte des voisins de voir un débordement rapide d'un soulèvement armé sur toute la région jusqu'à la Turquie, en Grèce (deux membres de l'OTAN), à la Macédoine et à d'autres pays. Les puissances moyennes d'Europe bavardent beaucoup, mais sont paralysées; les anciennes relations de la Russie avec la Serbie divisent les conseils de l'ONU et de l'OTAN. Les frontières religieuses et culturelles font réapparition. Les satellites et les missiles de croisière ne sont d'aucune aide. Si la guerre éclate, elle sera menée avec barbarie, avec des kalachnikovs et des couteaux. En Suisse, des milliers d'Albanais et d'Albanais du Kosovo manifestent à Berne, à Zurich et à Genève, la plupart d'entre eux jeunes et sans emploi. Les Serbes vivant dans notre pays se rencontrent pour effectuer des contre-manifestations.

Le danger est grand que de telles guerres civiles soient également amenées en Suisse par les flux migratoires. Quels que soient les succès remportés par la diplomatie ou les grandes puissances: ce sont de nouveaux risques de violence qui prennent naissance dans le propre pays.

Guerres commercialisées avec de nouveaux mercenaires

Une intervention militaire de troupes de paix ouest-africaines sous conduite nigériane vient d'avoir lieu au Sierra Leone. La dernière fois, c'était une **armée privée** qui avait rétabli l'ordre dans ce pays. Des voix s'élèvent pour la rappeler, elle a laissé une impression excellente de troupe disciplinée. Indices d'une évolution dangereuse dont les conséquences ne sauraient être ignorées? Ou signes précurseurs d'une nouvelle ère des mercenaires? Des firmes privées en Afrique du Sud, en Grande-

Bretagne et aux Etats-Unis offrent des services professionnels: conseils militaires, formulation de doctrines, instruction, conduite du combat avec un équipement des plus modernes, logistique pendant et après la guerre, service de renseignements avec exploration par satellites, protection d'organisations humanitaires, protection rapprochée, protection d'installations d'acheminement et de production (avant tout en Afrique), lutte contre la criminalité, assistance en cas de prises d'otages. Des firmes, telles qu'*Executive Outcomes*, *Military Professional Resources Inc.* et autres, sont bien connues. Elles emploient d'anciens militaires de carrière de tous grades ("Rent a General!"). L'affaire est florissante, non seulement dans les pays ayant à faire avec les stupéfiants et en Afrique, mais aussi en Bosnie. Un marché en croissance prend naissance devant nos yeux. La sécurité militaire et policière fait l'objet d'un "outsourcing", d'une dérégulation, et l'Etat est le dindon de la farce. **Le monopole du pouvoir - autrefois tenu en haute estime pour la protection des citoyens - est vidé de sa substance avec légèreté et se trouve exposé à des dangers.** Le contrôle de la sécurité privatisée reste sur le carreau. Des volontaires suisses royalement rémunérés et armés en mission de paix militaire quelque part dans le monde? ⁴³

Il va sans dire que de telles "armées privées" peuvent être finalement "louées" non seulement par des Etats, mais également par des particuliers. **La Suisse ne saurait avoir le moindre intérêt à mettre en question le monopole étatique du pouvoir. Si celui-ci fait défaut, nous retombons dans l'ère des chevaliers pillards et du droit du plus fort. Les responsables de la police et de l'armée doivent garder ces principes présents à l'esprit.**

La guerre de l'information

Les riches nations industrialisées qui entrent dans l'ère de l'information se préparent à une nouvelle forme de **guerre**, celle de **l'information**, dont fait également partie la **guerre des réseaux**, le "**Cyberwar**". De nouvelles vulnérabilités révolutionnent l'image de la guerre. ⁴⁴ ⁴⁵ Cependant, de nouvelles chances s'offrent au petit Etat doté de haute technologie afin de pouvoir riposter à armes égales et se défendre contre le chantage.

L'on écrit et discute beaucoup de ces nouveautés, mais les spécialistes trouvent actuellement plus de problèmes que de solutions. Dans cette situation, une appréciation objective est nécessaire. S'il était si simple de paralyser un adversaire avec des moyens de la guerre des réseaux, cela se serait sans doute produit en Iraq. De nombreux éléments représentent encore de la musique d'avenir, mais la nouvelle menace est authentique, l'évolution se fait jour et nous ne devons pas manquer le train. Le petit Etat suisse, hautement développé, peut mettre en valeur de nouvelles formes de défense et de riposte, des possibilités pour signaler de manière crédible à des agresseurs ou extorqueurs potentiels que leur préjudice serait plus important que leur avantage. L'ancienne devise du prix d'entrée élevé peut être pourvue d'un nouveau contenu, à condition de faire preuve de goût d'innover, d'une utilisation judicieuse des qualités de la milice (dans laquelle il est également possible de recruter des spécialistes en informatique entraînés) et d'une conduite consciente des buts à atteindre au sein du Département de la défense. De nouveaux appareils, de nouvelles troupes et une nouvelle instruction sont nécessaires. L'armée le sait. La Chancellerie fédérale a récemment organisé un séminaire stratégique sur des questions de cette nature, toutefois sans large participation de l'armée, ce qui est incompréhensible. Cela ne peut se faire ainsi. La défense générale de demain - peu importe sa dénomination - doit veiller à établir des interconnexions, non seulement entre l'armée et les administrations, mais également avec l'économie. La régie en

⁴³ Le problème présente de nombreuses facettes. Dans "Private Armies and Military Intervention", Adelphi Paper 316, Londres 1998, David Shearer met en garde contre une indignation superficielle. Avec la diminution de la disponibilité de mettre des troupes au service de l'ONU pour des interventions dans des guerres civiles, telles qu'au Rwanda, en Somalie, etc., il perçoit absolument des possibilités de maintien de la paix et de la stabilité lorsque l'engagement a lieu de manière adéquate. Nous, Suisses, ne devrions pas participer à cette tendance avec des formations de volontaires sanctionnées par l'Etat.

⁴⁴ Eliot A. Cohen: "A Revolution in Military Affairs", FOREIGN AFFAIRS, mars/avr. 1996. Charles Grant: "America's ever mightier might", dans: "The World in 1998", The Economist Publications, Londres 1997, p. 71. Paul Dibb: "The Revolution in Military Affairs and Asian Security", Survival, Londres hiver 1997/98, p. 93. Roger C. Molander & al.: "Strategic Information Warfare. A New Face of War", RAND, Santa Monica/CA 1996.

⁴⁵ Jamie F. Metz: "Information Intervention. When Switching Channels Isn't Enough", FOREIGN AFFAIRS, nov./déc. 1997, p. 15 ss.

incombe à l'armée, laquelle a acquis une longue expérience avec la conduite de la guerre électronique. Contrairement à tous les autres domaines nécessitant des interconnexions, elle s'est depuis toujours occupée de prévenir la violence émanant de l'extérieur.

Guerres mondiales avec de nouvelles interconnexions

Nul ne connaît encore les conséquences stratégiques de la crise bancaire, financière et économique asiatique. Les observateurs attentifs reconnaissent de nouveaux types d'embrasements en nappes à l'échelle mondiale, qui peuvent également mener à l'engagement de forces armées. Des scénarios correspondants existent.⁴⁶ La Commission Brunner se trompe si elle ferme les yeux devant de possibles **guerres mondiales**. Elle est restée attachée aux concepts de la Seconde Guerre mondiale et de la Guerre froide. La globalisation amène de nouveaux risques de conflits armés aux dimensions mondiales et d'un genre tout à fait nouveau.

C'est là que **la neutralité acquiert une nouvelle signification pour l'avenir**, car, en tant que maxime, elle est en vigueur dans le monde entier, et pas uniquement envers les voisins. Elle n'est digne de confiance que si l'on peut compter sur elle. Elle est fiable si elle est appliquée en permanence et avec conséquence.

Guerres conventionnelles

Les marchés de l'armement sont florissants, même si les conditions de concurrence sont dures. L'on procède à de grands investissements dans la recherche et le développement ainsi qu'à des réarmements. Au Proche-Orient comme en Asie, maintes visites politiques ne servent qu'à manifester l'intérêt à des commandes lucratives pour la propre industrie militaire. L'entrée sur scène de firmes d'armement américaines dans les Etats prévus pour l'élargissement de l'OTAN vers l'Est a suscité l'étonnement de gens qui ne connaissent pas la branche et ne font pas preuve d'une appréciation suffisamment réaliste. La Russie a modéré ses plans ambitieux en vue de transformer les entreprises d'armement en fabriques pour des produits pacifiques. Un matériel de guerre des plus modernes est devenu un facteur important du commerce extérieur. Il n'est pas possible de prendre congé de la **guerre conventionnelle**. Le savoir-faire et le matériel existent. En dépit de tous les nouveaux périls, ce développement ne doit pas être négligé.

Résumé: des guerres d'un genre nouveau

Nous avons esquissé une demi-douzaine de guerres d'un genre nouveau:

- la guerre asymétrique contre des Etats crapuleux avec des armes de destruction de masse virtuelles, qui peuvent également extorquer la Suisse;
- les guerres civiles dans des pays faibles, en désagrégation et dans des quasi-Etats, qui sont amenées en Suisse par le biais des flux migratoires;
- les guerres commercialisées avec de nouveaux mercenaires qui sapent le monopole du pouvoir;
- les guerres de l'information menées à l'aide de la haute technologie;
- les guerres avec de nouvelles interconnexions qui peuvent dégénérer en conflits mondiaux;
- les guerres conventionnelles avec des matériels développés et nouveaux ainsi qu'avec des équipements anciens.

⁴⁶ Humphrey Hawskley & Simon Holberton: "Dragon Strike. The Millennium War", Londres 1997. Caspar Weinberger & Peter Schweizer: "The Next War", Washington 1996. Richard Bernstein & Ross H. Munro: "The Coming Conflict with China", New York 1997 (contesté aux Etats-Unis).

La recherche de solutions

Le monde entier cherche des réponses, les groupes d'études stratégiques sont à l'oeuvre partout, la plupart du temps avec un grand investissement d'énergie et, en règle générale, **de manière très professionnelle**. La politique ne peut pas attendre, elle doit agir ou ne pas agir dans des douzaines de conflits en cours. A ce jour, elle n'a pas trouvé de solutions satisfaisantes. Les organisations internationales sont loin de remplir leurs promesses. **L'idée selon laquelle les problèmes que l'on ne peut pas résoudre soi-même sont solubles en liaison avec d'autres, selon laquelle une adhésion de la Suisse à l'ONU, à l'UE, à l'UEO et à l'OTAN nous offre davantage de protection dans le monde décrit ci-dessus, est incompréhensible.** Ce sont justement ces institutions qui ne trouvent pas la bonne voie.

Il est énigmatique qu'en considération de ces dangers l'on veuille sacrifier l'autodéfense et la neutralité. Dans la situation présente, seuls ces atouts représentent une aide.

Il est certes exact que notre armée est mal préparée à de nombreuses menaces. Elle doit s'adapter à leur évolution. La Suisse est relativement mal préparée à faire face à des **guerres civiles s'étendant à notre pays** (le brutal combat au sol) et à la **criminalité internationale**, ce que le rapport Brunner mentionne à juste titre.

Il est indiqué de changer cette situation et de mettre la direction de l'armée en état d'adapter ses décisions à la menace actuelle; je crois que cela est simple à réaliser dans la mesure où l'on se concentre sur ces éléments et non sur des points secondaires. L'époque des dossiers préparés est largement révolue. La flexibilité dans les têtes des commandants et des officiers d'état-major, la maîtrise de situations inhabituelles et inattendues devraient faire partie de l'entraînement quotidien d'écoles et de cours bien dirigés. Ce serait une condition pour la confiance à placer dans l'armée.

VIII. Les armes de destruction de masse comme armes des nations démunies

Les armes biologiques, chimiques et nucléaires ne sont plus seulement les armes des pays forts, mais aussi celles des nations faibles. Elles ne sont plus à la pointe de la technologie, elles sont des moyens primitifs. Le désarmement et le contrôle des armements ont perdu de leur intérêt - à tort. Une raison peut en être qu'à l'heure actuelle il est certes plus facile de conclure des accords internationaux, mais que la destruction des stocks considérables n'avance guère. La **guerre C** dont la trace s'étend d'Ypres au cours de la Première Guerre mondiale à Auschwitz et Treblinka en passant par la Guerre du Golfe jusqu'à Tokyo (le 20e siècle est appelé le siècle des gaz toxiques)⁴⁷ a laissé subsister des hypothèques à l'Est comme à l'Ouest, pour l'élimination desquelles dans des délais raisonnables les installations et les moyens financiers font défaut. Et il y a pire encore: il faut compter avec un engagement dans des guerres asymétriques, non pas dans des tranchées comme au cours de la Première Guerre mondiale, mais dans les cités des grandes puissances et de leurs alliés. C'est là que se développe la nouvelle stratégie de la non-ingérence, celle consistant à éviter de prendre part aux guerres des autres.

Afin d'éviter de telles extorsions, la neutralité acquiert une toute nouvelle signification.

Les stratèges étudient les **armes atomiques** nouvellement sous le titre d'"arsenaux nucléaires virtuels".⁴⁸ Les répercussions stratégiques de la simple possibilité qu'un parti possède des armes atomiques sont considérables. Israël, l'Afrique du Sud, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Ukraine, la Corée du Nord, l'Iraq, l'Iran, l'Inde et le Pakistan préoccupent les spécialistes. Au cas où les garanties de sécurité américaines pour le Japon, Taiwan et l'Allemagne devaient un jour devenir caduques, il se présente le risque que de nouvelles convoitises prennent naissance. Ces armes qui existent probablement troublent-elles l'équilibre d'une région ou ont-elles un effet stabilisateur? Il est certain que les arsenaux nucléaires virtuels (et sans doute aussi les arsenaux B et C) ont de l'avenir. Un régime de contrôle efficient n'est pas en vue.

Qu'est-ce que cela signifie-t-il pour la Suisse, qui n'a pas d'armes atomiques et qui ne veut pas en posséder? D'une part, le maintien de la neutralité qui réduit le risque d'une agression et, d'autre part, des mesures pour la protection de la population civile.

A l'heure actuelle, les **armes biologiques** sont réputées être les plus dangereuses parmi celles de destruction de masse. Le présent conflit asymétrique avec l'Iraq a déclenché aux Etats-Unis une vague d'inquiétude: l'on a soudain constaté que l'on avait impardonnablement négligé la protection civile dans les grandes villes. L'on est devenu vulnérable. Des travaux en vue de pallier à ce manque sont en cours et s'avèrent difficiles. **La Suisse a accordé une grande importance à la protection civile dans les années de l'après-guerre. Son extension représenterait une stupidité. Cependant, il faut la transformer en adéquation avec les nouveaux périls. Il faut vouer une grande attention à la protection de la population contre les armes biologiques, chimiques et nucléaires. La protection civile a également besoin d'un élan innovateur. Beaucoup d'éléments existent déjà - je pense à l'évacuation dans les abris - mais il faut les aménager de manière différente.**

⁴⁷ Till Bastian: "Unser Giftgasjahrhundert", UNIVERSITAS, janv. 1998, p. 78 ss.

⁴⁸ Avner Cohen & Joseph F. Pilat: "Assessing Virtual Nuclear Arsenals", Survival, Londres printemps 1998, p. 129 ss.

IX. L'intervention humanitaire - une contradiction en soi

Le "boom" des interventions du début des années quatre-vingt-dix est en baisse: "mettre un terme ou changer", tel est le mot d'ordre.⁴⁹ Il alimente encore des armées entières de fonctionnaires, de conseillers, d'organisations d'aide privées, de reporters et de politiciens en déplacement - aussi en Suisse. Cependant, le jugement d'observateurs indépendants est impitoyable: **"L'intervention humanitaire armée ne peut pas exister et n'a en fait pas existé, même là où l'on en a entrepris la tentative. En tout temps, la participation à d'autres conflits depuis l'extérieur est exclusivement soit une intervention (et donc un parti pris politique), soit une activité humanitaire impartiale."**⁵⁰ Le Professeur Gillissen décrit correctement la faiblesse essentielle de l'interventionisme militaire avec mission de combat humanitaire limitée: **Celui qui tire prend automatiquement parti.** Celui qui est armé, qui entre donc sur scène avec une mission politique, remplit une fonction ordonnatrice. Il doit savoir quel ordre il veut mettre en place et qui, en fin de compte, doit gouverner. Il doit s'en prendre aux racines du conflit. **Il en va différemment de l'aide humanitaire: elle soulage la détresse et les souffrances et son assistance n'est jamais liée à la contrainte.**⁵¹ Le président du CICR, Cornelio Sommaruga, se plaint depuis longtemps déjà de la politisation croissante de l'aide humanitaire. La distribution de biens de secours ne saurait être l'affaire des forces armées, auxquelles incombe l'établissement de l'ordre et de la tranquillité. Sinon, nous assisterions à une répétition de ce qui s'est passé en Bosnie, lorsque les militaires de l'ONU ont permis le massacre de personnes civiles, tout en protégeant celles qui fournissaient l'aide. Le droit international est ainsi mené ad absurdum.⁵² Richard N. Haass est encore plus sévère avec le régime des sanctions, dans lequel le gouvernement suisse s'engage également de plus en plus.⁵³ Il parle de folie des sanctions. Dans le but d'éviter des engagements de troupes et de quand même "faire quelque chose", un nombre croissant d'Etats, d'Etats divisés et d'organisations internationales impose des sanctions économiques (les Etats-Unis ont à eux seuls puni de 1993 à 1996 35 Etats de sanctions économiques), des embargos d'armes, des réductions de l'aide au développement, des restrictions d'importations, un gel de patrimoines, une augmentation des tarifs douaniers, une révocation de la clause de la nation la plus favorisée, un vote à l'encontre de l'Etat visé dans des organisations internationales, une rupture des relations diplomatiques, un refus de délivrer des visas, une interruption des liaisons aériennes, des blocages de crédits ou de finances, une interdiction d'investir. L'arsenal des interventions ne manque pas d'armes, mais elles ne sont guère appropriées et touchent les faux sujets, à savoir les peuples en lieu et place des gouvernements. Les (éventuels) résultats viennent tardivement. Hypocrisie, perception sélective d'anomalies, syndrome CNN: la liste des griefs est longue.

Il est erroné que la Suisse, tardivement, prenne elle aussi ce train. **Une distinction nette entre politique et aide humanitaire est nécessaire, possible et présente des avantages. Le CICR n'a pas seulement un grand passé, il est utile demain plus que jamais. Le Corps suisse d'aide en cas de catastrophe porte un nom qu'il y a peut-être lieu de modifier afin de mieux mettre en évidence la gamme croissante des prestations de services.** En 1997, il a accompli 222 engagements dans 43 pays (11 en Europe et dans la CEI, 16 en Afrique, 9 en Asie et 7 en Amérique du Sud et centrale; les médias n'en ont tenu compte que pour les fêtes de jubilé).⁵⁴ **Si celui-ci est bien organisé, la Suisse serait carrément prédestinée pour un tel corps.** Seul un petit Etat neutre - qui n'éveille pas la défiance d'un Etat tiers, n'a pas d'ambitions de grande puissance et fait preuve d'impartialité - est crédible pour ce genre d'opérations. **Nous n'avons pas besoin de soldats de solidarité armés,** mais de ce corps bénéficiant d'une expérience de 25 ans, qui aide là où sa contribution est nécessaire. Nous n'avons que faire de rivalités entre deux départements pour des questions d'argent, de personnel et de présence dans les médias, ou d'administrations et d'organisations de conduite doubles. Le DFAE est bien équipé pour l'aide humanitaire civile. Si cela est juste et que le peuple le souhaite, l'on peut encore faire un peu plus. Il y a suffisamment de tâches à accomplir en des lieux où l'on ne tire pas. L'actuel couplage avec le PpP est malheureux à tous

⁴⁹ Ramses 1998: "Synthèse annuelle de l'évolution du monde", Institut des relations internationales, Paris, p. 138.

⁵⁰ Günther Gillissen: "Mythos humanitäre Intervention. Ein Holzweg der internationalen Politik", INTERNATIONALE POLITIK, sept. 1997, p. 13.

⁵¹ Ben Barber: "Feeding Refugees, or War? The Dilemma of Humanitarian Aid", FOREIGN AFFAIRS, juil./août 1997, p. 8.

⁵² En dernier lieu dans: BASLER ZEITUNG du 13 mars 1998.

⁵³ Richard N. Haass: "Sanctioning Madness", FOREIGN AFFAIRS, nov./déc. 1997, p. 74.

⁵⁴ Journal de l'ASC 1/98.

égards. Il y a également lieu d'observer sous ce rapport que la bonne volonté et les bonnes résolutions ne sont pas une excuse pour de faux concepts. Ce qui résulte d'une bonne intention est souvent le contraire de ce qui est bien!

Solidarité oui - mais correctement, par une aide impartiale là où elle est nécessaire, sans ingérence politique et militaire dénuée d'objectifs.

X. Conclusions pour la Suisse

Objectifs et moyens

Le monde est empreint de changements, mais aussi de luttes pour le pouvoir et de violence. La Suisse est placée dans ce monde, privilégiée par sa situation, son environnement et son histoire, aisée et petite sur le plan géographique. Il s'impose à elle, pour le début de ce nouveau siècle, une stratégie qui lui permette de sauvegarder **la liberté, l'indépendance et la démocratie** comme nous les entendons. Les piliers de notre Etat nous importent davantage qu'une nébuleuse "sécurité collective". C'est à ces trois valeurs que les concepts et décisions stratégiques doivent être mesurés. Cette stratégie est empreinte **d'indépendance, d'ouverture au monde, de volonté d'affirmer son existence, d'autolimitation sur la scène internationale, de courage et de goût du risque**. Nous ne nous laissons pas conduire par d'autres, que ce soient des puissances mondiales, régionales ou des organisations internationales. **Nos moyens de défense principaux sont la neutralité permanente comme maxime de la politique étrangère, la diplomatie, l'armée, la protection civile et la protection de l'Etat en tant qu'instruments destinés à contrer la violence et à protéger la population.**

Flexibilité

Vu que de nombreux développements sont possibles, nous maintenons nos options ouvertes afin d'y répondre avec flexibilité et sous notre propre garantie. Il y a lieu d'éviter une politique qui se lie elle-même par des contraintes matérielles.

Autolimitation

Nos intérêts sont mieux servis par de la réserve sur le plan de la politique étrangère que par de l'activisme et des intermédiaires à spectacles. L'impartialité est la maxime du petit Etat.

Modèle

La première tâche demeure de veiller dans son propre pays aux meilleures conditions possibles pour une vie digne d'êtres humains. "Notre grand rêve national, c'est de devenir comme la Suisse", a dit Asher Akajev, président de la République du Kirghizistan, en Asie centrale, à l'occasion de la visite d'état du président allemand à la fin du mois de janvier 1998.⁵⁵ Au cours de ces dernières années, de nombreux Etats nouveaux et de petite taille se sont formés, souvent plus petits que le nôtre. Certains éprouvent des difficultés. Leur montrer et leur donner l'exemple qu'il est possible d'exister en paix et dans le bien-être sans se soumettre à des Grands est une tâche à prendre au sérieux. Nous savons que nous poussons devant nous des problèmes considérables: le chômage, le trou dans les finances étatiques, les assurances sociales, etc. **Seules la limitation et la concentration sur ces problèmes que nous - et nous seuls - devons résoudre peuvent représenter une aide.**

Violence dans le propre pays

Aucune armée étrangère n'envisage actuellement de nous arracher par la violence nos valeurs essentielles, celles de la liberté, de l'indépendance et de la démocratie. Celles-ci sont tout au plus mises en péril par notre négligence, par un désir extasié de rattachement et par du défaitisme. La violence à laquelle notre armée doit faire face a pris une autre apparence. **Au premier plan se trouvent la guerre de l'information, la violence brutale au sol** lorsque des guerres civiles

⁵⁵ DIE WELT du 30 janv. 1998.

débordent sur la Suisse ainsi que la menace émanant d'**armes de destruction de masse issues d'Etats crapuleux**.

Guerre de l'information

Pour la **guerre de l'information**, guerre défensive et de riposte, **la Suisse a besoin d'une petite troupe professionnelle pouvant être renforcée par des spécialistes de la milice**. Elle doit disposer d'équipements modernes et pouvoir suivre l'évolution rapide par le biais de contacts étroits avec l'économie et les hautes écoles. L'on attend des plus hauts responsables civils et militaires qu'ils s'initient à la stratégie, à la technique et à la tactique de ces nouvelles armes et qu'ils soient en mesure de fixer des objectifs et de les atteindre, et de conduire cet instrument.

Combat au sol

Pour la violence au sol, nous avons besoin d'une troupe disposant d'effectifs substantiels, laquelle est équipée d'armes modernes, également non létales, et maîtrise le combat dans les villes et les localités. Elle a besoin des troupes d'appui nécessaires dans les airs et au sol ainsi que d'une logistique correspondante. Elle n'est pas une police, mais représente un développement ultérieur de l'infanterie territoriale, **une milice que l'on n'appelle que si l'on en a besoin** et qui compte des militaires de carrière garantissant dans l'instruction une qualité optimale. **Les effectifs doivent être suffisamment élevés pour que la troupe puisse intervenir en cas d'éclatement simultané d'accrochages de groupes ethniques ennemis dans plusieurs villes et localités et, en même temps, surveiller la frontière pour empêcher l'arrivée organisée de renforts.** Des relèves doivent être possibles. Les troupes doivent avoir connaissance des conditions locales et être habituées à une collaboration étroite avec les autorités et les services locaux.⁵⁶ **Seule la milice peut remplir cette tâche: dans un cas réel, elle aura éventuellement besoin d'effectifs très importants avec de nombreux soldats et de bonnes connaissances des conditions locales dans le cas d'espèce.** En temps de paix et dans le cas normal, les effectifs ne sont pas nécessaires, les soldats de milice ne sont pas en service.

Pas d'adversaire déterminé

L'armée ne doit pas s'orienter sur un adversaire déterminé. Elle entraîne le combat qui est possible. En cas d'urgence, le gouvernement doit pouvoir compter sur une troupe qui maîtrise de nouveaux problèmes également dans des situations inattendues. **La compétence essentielle est le combat.** L'armée ne doit pas perdre de son aptitude au combat dans toutes sortes d'expériences semi-militaires en Suisse et à l'étranger. Elle n'est ni l'auxiliaire gratuite pour des manifestations sportives de nature commerciale, ni l'Armée du Salut. Les mauvaises expériences faites par les Américains avec la perte de la force combattive par le biais du "peace keeping" et des activités du PFP sont évidentes, il ne faut pas les passer sous silence.⁵⁷

Une Suisse armée

Pour cette tâche, le peuple suisse doit rester armé. **Le monde doit savoir qu'il existe ici une volonté marquée d'affirmer son existence.** Le principe de la milice garantit cet armement. Les effectifs de l'armée doivent être aménagés selon le nombre des classes d'âge qui sont convoquées. Une instruction de base à très large diffusion est indispensable.

⁵⁶ Ralph Peters: "Our Soldiers, Their Cities", Parameter, printemps 1996.

⁵⁷ Richard J. Newman: "Can Peacekeepers Make War?" US NEWS & WORLD REPORT du 29 janv. 1998. La réponse est NON. L'affirmation selon laquelle les engagements à l'étranger en qualité de bérets bleus ou jaunes sont profitables à la force combattive de l'armée suisse se révèle être de la fantasmagorie.

Ouverture au monde

L'ouverture au monde ne consiste ni dans l'imitation, ni dans le "devenir interopérable", ni dans l'insertion. Elle consiste à percevoir ce qui se passe avec les yeux ouverts et un horizon large, à entretenir des contacts contrôlés et axés sur des objectifs, à mesurer son propre niveau à celui d'autres, mais aussi à rester sûr de soi-même et distancé. Celui qui, le cas échéant, doit se battre, a besoin de maintien du secret et de déception afin de pouvoir assurer la surprise. L'ouverture qui s'exprime dans le fait que l'on révèle des secrets, que l'on fraternise innocemment, que l'on permette à des "experts" étrangers d'inspecter des installations de conduite, voire de prendre part à des exercices de conduite du plus haut niveau, est dangereuse. Des mesures génératrices de confiance au moyen d'un tourisme militaire multinational sont ridicules. Le Département de la défense doit à nouveau mieux prendre en main les contacts des officiers avec l'étranger.

Armes de destruction de masse

De nouvelles tâches sont dévolues à la protection civile et à l'armée dans le cadre de l'aide à fournir à la population lorsque des armes de destruction de masse d'un type nouveau sont engagées dans notre pays ou que les conséquences de catastrophes de grande envergure du genre de celle de Tchernobyl doivent être maîtrisées. Transformation et non réduction, telle est la devise. Personne ne peut empêcher de tels périls, mais l'on peut réduire considérablement les répercussions. Des impulsions vigoureuses et prochaines sont absolument nécessaires.

Protection de l'Etat

La protection de l'Etat doit avoir la faculté de nous protéger contre les dangers de la criminalité internationale. La neutralité nous oblige à ne pas faire du territoire suisse un danger pour nous ou pour autrui. Cela suppose l'amélioration des organes compétents. L'armée n'a pas besoin de nouvelles formations spéciales pour le service de police. A l'instar d'autres troupes, la police militaire doit être adaptée à la menace changeante et, le cas échéant, être agrandie.

Le danger de guerres civiles étrangères sur le territoire suisse croît. En l'absence d'un service de renseignements global, nous nous exposons à des surprises désastreuses. Il n'est pas à exclure que des provocations et des attentats soient perpétrés en Suisse dans le but d'internationaliser une guerre civile étrangère ou de nous nuire comme adversaire dans le cas d'un faux parti pris.

L'idée selon laquelle il y aurait lieu d'adhérer précisément maintenant à l'Accord de Schengen et d'ouvrir les frontières est carrément hasardeuse. Celles-ci doivent être mieux (et non moins) surveillées afin de prévenir l'accroissement du tourisme criminel.

Neutralité

Si la neutralité n'existait pas, il faudrait l'inventer. Il n'a jamais été plus simple et plus important de rester à l'écart des querelles étrangères. Celui qui se joint à la guerre d'une grande puissance contre un Etat crapuleux disposant d'armes de destruction de masse virtuelles amène la ruine dans son pays.

Personne n'affirme que la neutralité est un objectif ou une fin en soi. Elle est aussi peu un objectif ou une fin en soi que l'adhésion à l'UE du Conseil fédéral et de la Commission Brunner. La neutralité est le moyen diplomatique pour tenir le petit Etat à l'écart des remous et des pressions provoqués par les puissances étrangères et de leur appel à y participer. Elle protège le peuple de l'enthousiasme de la guerre et des envies de grande puissance. C'est pourquoi la neutralité a été de tout temps mieux ancrée dans le peuple qu'auprès des politiciens et des militaires dirigeants. Cependant, la neutralité permet également d'avoir accès aux souffrants et aux survivants dans des régions affectées par la guerre sans être importuné. Elle offre la meilleure base pour une

authentique solidarité, et permet également une participation active aux médiations à condition de pratiquer une politique étrangère qualifiée.

Celui qui tient aujourd'hui la neutralité pour dépassée, porte son regard sur le passé, sur la Seconde Guerre mondiale et sur la Guerre froide. Ce genre de neutralité était important à l'époque, mais n'est plus demandé sous cette forme aujourd'hui. **La neutralité de demain est une attitude fondamentale se référant à la non-participation, à la non-ingérence, mais aussi à la participation à l'aide humanitaire (non intervention).** Elle proscriit la pensée en termes d'alliances militaires qui actuellement refait surface. Il va de soi que la neutralité ne nous amène aucune protection contre des missiles, mais le maintien de la neutralité veille à ce que d'éventuels agresseurs seront moins tentés d'attaquer la Suisse avec des fusées. Les Etats assument déjà depuis des décennies le risque du défaut de protection contre les missiles. Existe-t-il une alliance qui protège ses habitants contre les fusées? Y a-t-il une grande puissance en mesure de le faire? L'extorsion commise à partir de l'Afrique du Nord à l'encontre de la Suisse isolée fait partie des plus vieux "rossignols" parmi les exercices suisses. On peut en faire usage dans le monde entier.

La neutralité doit être armée - de manière crédible - et ce à l'encontre de dangers futurs: contre la guerre de l'information et contre la violence brutale au sol. La neutralité n'est crédible que si nos représentants s'en portent garants lors de leurs contacts à l'étranger et pallient activement aux malentendus. Vider celle-ci pas à pas et en permanence de sa substance - comme le font le rapport Brunner et le Département de la défense d'une manière quasi insupportable et arrogante - avec pour prétexte que l'on veut tirer encore plus profit de sa "marge de manoeuvre" est entrevu par les citoyennes et les citoyens comme un truc de maquignon et contribue à ce que peuple et gouvernement deviennent étrangers l'un à l'autre. Il serait particulièrement grave que la direction de l'armée soit aussi mêlée à ce déficit de confiance.

Il n'est nullement nouveau que ce soit toujours à des époques de guerres non imminentes que les politiciens et les hauts militaires veulent supprimer la neutralité. Il ne s'agit pas d'un indice de courage particulier, mais plutôt d'un manque de maturité, de commodité et de rêves de grande puissance. Il en a toujours été ainsi dans l'histoire.⁵⁸ **L'appel pour la suppression de la neutralité a retenti avant la Première Guerre mondiale, entre les deux guerres et à nouveau récemment.** Cela est compréhensible, car la neutralité restreint les gouvernants et les militaires dans leur rayon d'action. La neutralité fait obstacle à la "prise d'influence au niveau international", aux alliances militaires avec toutes leurs tentations ainsi qu'aux attitudes de grande puissance. La neutralité est inconfortable, car elle nécessite moult explications. De par l'absence de parti pris, elle n'est certes hostile à personne, mais n'est non plus l'amie de tout le monde.⁵⁹

La neutralité est profondément ancrée dans de vastes couches de la population, non seulement parce qu'elle fut dans le passé coresponsable de la paix dont nous avons bénéficié dans notre pays durant plus de 150 ans, mais aussi parce qu'elle représente la meilleure maxime de politique étrangère pour la sécurité de notre pays. Elle se voit conférer une signification particulière face aux nouvelles menaces.

Troupes armées à l'étranger

Celui qui commence une opération à l'étranger avec de petits détachements et une planification limitée dans le temps est entraîné dans un prolongement sans fin. Les bérets jaunes, ordonnances des fonctionnaires de l'OSCE, en sont un exemple: d'abord, ils devaient rester pendant une année, puis deux ans, maintenant sans doute indéfiniment ("On ne peut quand même pas les retirer maintenant"). L'étrange mission de Corée avec un faux divisionnaire à sa tête se trouve sur place depuis plus de quatre décennies ("On ne peut quand même pas les retirer maintenant"). Au Sahara occidental, une *Swiss Medical Unit* a attendu pendant longtemps un scrutin qui n'aurait jamais lieu ou alors pas avant belle lurette (il a été possible de la retirer, à temps avant la votation sur les Casques bleus).

⁵⁸ Georges-André Chevallaz: "Die Herausforderung der Neutralität", Zurich 1997.

⁵⁹ Cf. à ce sujet Christoph Blocher: "Die Schweiz und der Eisenstat-Bericht", paru auprès de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre, Berne, p. 5 ss.

Le peuple a dit NON à l'engagement armé de troupes suisses à l'étranger. Ce fut une sage décision, comme l'a démontré l'avenir. Les pistolets (pour la propre défense) devraient une fois être suivis par des armes plus lourdes, du fusil d'assaut au char de grenadiers, du missile "Stinger" à l'hélicoptère de combat et à la défense antimissile, que d'autres ont également à disposition sur place. **C'est avec le pistolet en main que l'on glisse sur la mauvaise pente, en fin de compte en direction de l'OTAN. C'est le souhait de certains.**

La Commission Brunner affirme que l'on s'attend à un armement pour les bérets jaunes. C'est faux. L'ambassadrice suisse auprès de l'OSCE l'a expliqué de manière claire et nette: **"C'est le voeu de l'OSCE que les bérets jaunes accomplissent leur service sans armes."**⁶⁰

En plein accord avec le Département de la défense, la Commission Brunner exige une troupe spéciale armée pour des engagements à l'étranger. Pour ceux-ci, il faut un effectif triple, comme le démontrent les expériences faites par nos voisins. Un tiers est engagé, un tiers s'instruit, un tiers se prépare au prochain engagement. L'exemple allemand permet d'apprécier ce que coûte l'équipement d'une formation en mesure de sauver et de transporter en Suisse des compatriotes en difficulté.⁶¹

L'état de nos finances est connu. La nécessité de garder tout d'abord son propre pays en ordre l'est aussi. **Si la prétendue sécurité devait suggérer des fantaisies aussi coûteuses, le Parlement doit y mettre un frein, au plus tard au moment de la votation populaire. Ces idées copiées sur l'étranger et peu originales ne sont pas réfléchies jusqu'au bout.**

L'armée suisse doit retirer ses troupes et officiers engagés à l'étranger - à l'exception des attachés de défense et des élèves d'académies importantes - et se concentrer sur ses tâches essentielles.

Service militaire obligatoire

Les études de variantes du Département doivent indiquer dans quelles séquences il y a lieu d'accomplir les services d'instruction et quelle doit être la durée de la formation. **Il convient de procéder des besoins de l'aptitude à la guerre comme but de l'instruction.** Les demi-mesures, entendues comme complaisance envers les militaires, font effet contraire. Les meilleurs prennent congé des fonctions de cadres. **Ce n'est pas la dureté dans l'instruction qui intimide, mais l'impossibilité de fournir une prestation correcte et crédible. De même, tout ce qui n'est pas strictement en rapport avec la mission décourage.**

⁶⁰ Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift (ASMZ), fév. 1998, p. 15.

⁶¹ Cf. à ce sujet par ex. DER SPIEGEL 14/1997.

XI. Que faut-il faire maintenant?

Après la tentative avortée de la Commission Brunner, la discussion sur le développement ultérieur de la stratégie doit être placée sur de meilleures bases.

En guise de point de départ, il faut une réponse, soutenue par le peuple, à la question de savoir ce que nous avons en fait à défendre dans ce monde en mutation, ce pour quoi il vaut la peine de se battre. **Jusqu'à ce jour, ce furent la liberté, l'indépendance et la démocratie qui se trouvaient au centre.**

Il y a ensuite lieu de **fixer des moyens** qui nous permettent de sauvegarder ces valeurs. Il convient de **planter des jalons** qui déterminent quelles sont les voies que nous ne devons pas emprunter pour notre propre protection. La neutralité armée y jouera un rôle, de même que l'autolimitation sur la scène internationale, la disponibilité à prendre également des risques pour la liberté et l'indépendance ainsi que la solidarité avec les souffrants.

Sur la base d'appréciations sobres de la situation globale et européenne et à l'abri d'opinions préconçues, il y a lieu d'**examiner les menaces par le fait de la violence dans le cadre de leur évolution courante** et de mettre au clair, dans le cadre de variantes, des possibilités de protection par l'armée, la protection civile et la protection de l'Etat. **La guerre de l'information, la violence brutale au sol par des guerres civiles étrangères amenées en Suisse, les armes de destruction de masse en main de terroristes et d'Etats crapuleux, la criminalité internationale doivent être représentées de manière expressive et sous forme de scénarios.**

Des réflexions y font suite sur la **doctrine** par le biais de laquelle l'on peut et l'on veut faire face à pareille violence. Ce n'est qu'une fois que tout cela est esquissé que suivent les **idées sur les effectifs, l'organisation, l'équipement, l'instruction et les finances.**

Et c'est là que commence l'**interconnexion de la planification**. Les réponses aux dernières questions auront des répercussions sur des réponses que l'on a donné à des questions posées par le passé. Ce qui est exigé, c'est de réfléchir en termes d'interconnexions, de systèmes, de scénarios et de possibilités.⁶²

Les conséquences de certaines réformes doivent être pensées jusqu'au bout, même dans leurs effets indésirables que l'on peut éviter.

Actuellement, le danger est grand qu'une toute autre discussion est menée sur le dos de l'armée, à savoir celle sur l'adhésion à l'ONU, à l'UE, à l'UEO et à l'OTAN. Ce sont des questions génériques qui vont bien au-delà de la stratégie militaire, de la politique générale, même si elles sont lourdes de conséquences pour l'évolution de notre armée. La dignité du citoyen-soldat qui a sa propre opinion politique doit être respectée. **L'endoctrinement au cours de services à la troupe est un abus du pouvoir de commandement et doit être sanctionnée pénalement.** La propagande doit être interdite. Les propositions actuelles pour des réformes ne sont pas décidées, chaque militaire peut, comme citoyen et citoyen, exprimer un avis divergent. **Celui qui amène la politique dans l'armée, détruit celle-ci.**

La devise doit être:

- **Oui au changement, oui à une protection réaliste contre les dangers des temps modernes, oui à l'innovation et à l'avenir.**
- **Non à une politique de sécurité naïve, non à une politique étrangère hâbleuse et pastichée, non à la folie des grandeurs.**

⁶² Peter Schwartz: "The Art of the Long View. Planning for the Future in an Uncertain World", New York 1991, et Gordon R. Sullivan & Michael V. Harper: "Hope Is Not a Method. What Business Leaders can Learn from the American Army", New York 1996. Le "change management" est devenu un article de mode et ce qui est proposé n'est pas toujours judicieux. Il y aurait lieu de s'entendre sur une méthode, de la diffuser et de s'y tenir.

XII. Choix de littérature

Périodiques

- Nouvelles menaces de la sécurité étatique, comme centre de gravité, dans: Politische Studien 351, Munich, janv./fév. 1997;
- Richard K. Betts: "The New Threat of Mass Destruction", dans: FOREIGN AFFAIRS, janv./fév. 1998. Dans le même numéro: article sur l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, la difficile "exit strategy" pour la Bosnie et une réplique digne d'intérêt de Stephen A. Cheney: "The General's Folly. Old Thinking for the New Military".
- Eliot A. Cohen: "Revolution in Warfare", dans: FOREIGN AFFAIRS, mars/avr. 1996. Dans le même numéro: Joseph S. Nye & William A. Owens: "America's Information Edge". Walter Clarke & Jeffrey Herbst: "Somalia and the Future of Humanitarian Intervention".
- Jamie F. Metz: "Information Intervention. When Switching Channels Isn't Enough", dans: FOREIGN AFFAIRS, nov./déc. 1997. Dans le même numéro: Richard N. Haass: "Sanctioning Madness". Martin Feldstein: "EMU and International Conflict".
- Ben Barber: "Feeding Refugees, or War? The Dilemma of Humanitarian Aid", dans: FOREIGN AFFAIRS, juil./août 1997. Dans le même numéro: William E. Odom: "Transforming the Military".
- Till Bastian: "Unser Giftgasjahrhundert", dans: UNIVERSITAS, janv. 1998.
- Günther Gillissen: "Mythos humanitäre Intervention. Ein Holzweg der internationalen Politik", dans: INTERNATIONALE POLITIK, sept. 1997. Dans le même numéro: Richard Brenner: "Kritischer Dialog oder konstruktives Engagement?". Pierre Hassner: "Jenseits von Krieg und Frieden". Michael J. Inacker: "Kriegführung im Computerzeitalter. Der technische Vorsprung der USA". Documents sur l'élargissement de l'OTAN vers l'Est (p. 69 ss.).
- Ernst-Otto Czempel: "In der Realismusfalle. Kritik einer aussenpolitischen Maxime", dans: MERKUR no. 586, janv. 1998. Dans le même numéro: Michael Ignatieff: "Die Götter des Krieges".
- Eliot A. Cohen e.a.: "Israel's Revolution in Military Affairs", dans: Survival, IISS Quarterly, Londres, printemps 1998. Dans le même numéro: Dennis M. Gormley: "Hedging against the Cruise-Missile Threat". Avner Cohen & Joseph F. Pilat: "Assessing Virtual Nuclear Arsenals". John Lewis Gaddis: "Grand Strategy and NATO Enlargement".
- Paul Dibb: "The Revolution in Military Affairs and Asian Security", dans: Survival, IISS Quarterly, Londres, hiver 1997/98.
- Stephen Bierling: "Amerika führt - Europa folgt. Eine Beziehung sucht ihren Zweck", dans: INTERNATIONALE POLITIK, fév. 1998.
- Guerre et guerre civile: numéro à thème central LEVIATHAN, Zeitschrift für Sozialwissenschaften, Berlin 4/97.
- Wieder Krieg. Kursbuch, Rowohlt Berlin, déc. 1996.
- A Geopolitical Detective Story. "There are ways of making the future talk. A 21st century who'll do it", dans: THE ECONOMIST du 3 au 9 janv. 1998.

Livres

- George and Meredith Friedman: The Future of War. Power, Technology and American World Dominance in the 21st Century, New York, 1998.
- Hauke Brunkhorst (éd.): "Einmischung erwünscht? Menschenrechte in einer Welt der Bürgerkriege", Fischer Taschenbuch 1998.
- Ingomar Hauchler: "Globale Trends 1998. Fakten, Analysen, Prognosen", Fischer Taschenbuch 1997.
- Charles Grant: "America's Ever Mightier Might", dans: "The World in 1998", Economist Publications, Londres 1997.
- François Géré: "Demain, la guerre. Une visite guidée", Calman-Lévy, Paris 1997.
- Paul-Marie Coûteau: "L'Europe vers la guerre", Ed. Michelon, Paris 1997.
- Philip H. Gordon: "NATO's Transformation. The Changing Shape of the Atlantic Alliance", Rowman and Littlefield Publishers Inc., Londres 1997.

- Volker Mathies (éd.): "Der gelungene Frieden. Beispiele und Bedingungen erfolgreicher friedlicher Konfliktbearbeitung", Dietz, Bonn 1997.
- Charles Townshend (éd.): "The Oxford Illustrated History of Modern War", Oxford University Press, 1997.
- Dan Smith: "Kriege und Konflikte", Der Fischer Atlas, Fischer Taschenbuch 1997.
- Pierre Lellouche: "Légitime défense. Vers une Europe en sécurité au XXIe siècle", Ed. Patrick Banon, Paris 1996.
- Jean Guisnel: "Guerres dans le Cyberspace. Services secrets et Internet", La Découverte, Paris 1995.
- Caspar Weinberger & Peter Schweizer: "The Next War", Regnery Publishing Inc., Washington 1996.
- Richard Bernstein & Ross Munro: "The Coming Conflict with China", Knopf, New York 1997.
- Humphrey Hawksley & Simon Holberton: "Dragon Strike. The Millennium War", Sidgwick & Jackson, Londres 1997.
- Charles King: "Ending Civil Wars", Adelphi Papers 308, IISS, Londres 1997.
- Kalevi J. Holsti: "State, War, and the State of War", Cambridge Studies in International Relations 51, Cambridge University Press, 1996.
- Ulrich Beck: "Der feindlose Staat. Militär und Demokratie nach dem Ende des kalten Krieges", dans: "Die feindlose Demokratie", Reclam Universal Bibliothek, 1995.
- Zalmay M. Khalizad (éd.): "Strategy and Defense Planning for the 21st Century", RAND, Santa Monica/CA 1997.
- Roger C. Molander e.a.: "Strategic Information Warfare. A New Face of War", RAND, Santa Monica/CA 1996.
- Albert A. Stahel: "Strategisch denken. Ziel-Mittel-Einsatz. Politik, Wirtschaft, Armee", Hochschulverlag AG auprès de l'EPF de Zurich, 1997.
- Hans Richard Reuter: "Militärintervention aus humanitären Gründen?", dans: Berthold Meyer (éd.): "Eine Welt oder Chaos", Ed. Suhrkamp 1996.
- Tobias Debiel, Franz Nuscheler (éd.): "Der neue Interventionismus. Humanitäre Einmischung zwischen Anspruch und Wirklichkeit", Dietz, Bonn 1996.
- Kees van der Heijden: "Scenarios. The Art of Strategic Conversation", John Wiley & Sons, Manchester 1996.
- Heiner Hug: "Wir, die Geier. Das knallharte Geschäft mit den Fernsehnews", Ed. Orell Füssli, Zurich 1998.
- Mira Beham: "Kriegstromele. Medien, Krieg und Politik", Deutscher Taschenbuchverlag, Munich 1996.
- David Shearer: "Private Armies and Military Intervention", Adelphi Papers 316, IISS, Londres 1998.

Internet

L'on peut trouver accès aux documents de base et à de nombreuses études sur les réformes actuelles des forces armées américaines sous les adresses suivantes:

- <http://www.defenselink.mil>
- <http://www.defenselink.mil/dodreform>
- <http://www.dtic.mil/jcs>
- <http://www.Defenselink.mil/pubs>

Lecture recommandée:

- Joint Vision 2010
- National Military Strategy for the USA 1997
- National Security Strategy for a New Century
- Quadrennial Defense Review
- National Defense Panel, Final Report: Transforming Defense: National Security in the 21st Century

Le gouvernement britannique a choisi une autre voie de réformes. Le ministre de la défense, George Robertson, a tenu le 12 mars 1998 un exposé sur la "Strategic Defense Review":

- <http://www.mod.uk/speeches/sofs3-98.html>

Sur la guerre de l'information:

- <http://jya.com/iwdmain.htm>
- <http://www.cdsar.af.mil/apj/szfran.html> (Col. Richard Safranski: Theory of Information Warfare. Preparing for 2020)
- <http://sac.saic.com/iw/HTM> (avec de nombreuses références)
- <http://www.psycom.net/iwar.1html> (Institute for the Advanced Study of Information Warfare; avec de nombreuses références)
- <http://www-tradoc.army.mil/cmdpubs/landcmbt.htm> (Land Combat in the 21st Century)
- <http://carlisle-www.army.mil/usassi/hotlinks.htm> (Hotlinks to Military and Strategy Related Sites, recueillis par US Army War College e.a.): Vaste liste d'adresses web sur des institutions militaires, publications, adresses militaires étrangères, "think tanks", groupements politiques, journaux et périodiques, etc.

Attention: Internet vit, les adresses changent.